



CONSEIL D'ADMINISTRATION
Vendredi 21 septembre 2018
14h en salle du Conseil

- *Ordre du jour* -

1/ Approbation du procès-verbal du CA du 14 juin 2018

2/ Informations générales

- *Public Factory* : avancement du projet
- 70 ans de Sciences Po Lyon : programme
- Présentation du nouveau site internet des alumnis
- Présentation du nouveau site internet de la bibliothèque
- Évaluation HCERES
- Réseau ScPo
- Enquête d'insertion professionnelle

3/ Questions institutionnelles

- Règlement intérieur (vote)
- Conventions signées par le directeur de l'IEP de Lyon (information)

4/ Questions financières

- Budget rectificatif n°1 (vote)
- Modalité de remboursement des frais d'hébergement hors marché (vote)
- Tarifs d'inscription en formation initiale - ajout : DEMEOC (vote)
- Modalités d'annulation d'inscription aux DE (vote)

5/ Questions de ressources humaines

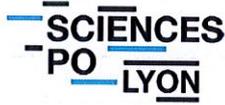
- Règles d'attribution des primes de fin d'année (vote)
- Liste des fonctions ouvrant droit aux primes de responsabilités pédagogiques et plafonds applicables par fonction pour 2018-2019 (vote)

6/ Questions de formation

- Règlement des études et des examens 2018-2019 (vote)
- Test d'entrée en 2^e année : modalités 2019 (vote)

- Charges de missions pédagogiques :
 - Développement du campus de Saint-Étienne (vote)
 - Partenariat avec la faculté de droit de l'UJM (vote)
 - Partenariat avec l'IAE Saint-Étienne (vote)
- Modalités de la VAE (information)
- Bilan du concours commun d'entrée en 1^e année (information)

7/ Questions diverses



CA du 21 septembre 2018

Délibération n° 1-20180921

Règlement intérieur

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université ;

Vu l'avis favorable émis par le CHSCT en date du 31 août 2018 ;

Vu l'avis favorable émis par le CT en date du 14 septembre 2018 ;

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré a approuvé la nouvelle version du règlement intérieur, document joint en annexe.

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 21

Pour : 21

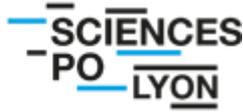
Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration

Gilles Le Chatelier



RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 et notamment ses articles 8, 18, 20,21, 23, 24,
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles D719-7 à D719-17, relatifs aux conditions d'exercice du droit de suffrage,

Vu l'avis favorable du CHSCT du 31 août 2018

Vu l'avis favorable du CT du 14 septembre 2018

Vu la délibération du Conseil d'Administration du 21 septembre 2018,

Le règlement intérieur de l'Institut d'Études Politiques de Lyon, dénommé ci-après Sciences Po Lyon comprend les dispositions suivantes :

TITRE I : Régime électoral

Article 1er Organisation des élections

L'élection des membres du Conseil d'Administration de Sciences Po Lyon est organisée par la directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon en application des dispositions du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Études Politiques dotés d'un statut d'Établissement Public Administratif (EPA) rattaché à une université et de l'article D741-9 du code de l'éducation.

Article 2 Collèges électoraux

Les électrices et électeurs des différentes catégories sont répartis dans des collèges distincts, tels qu'énumérés à l'article 10 du décret 89-902 susvisé. La directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon établit une liste électorale par collège.

Article 3 - Collèges des personnels enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs

Conformément à l'article 10 alinéa 3 et 4, les électrices et électeurs sont répartis en deux collèges.

Le premier collège, nommé collège A comprend : les professeurs, les professeurs associés, directrices et directeurs de recherche et assimilés. Ce collège élit 5 représentantes ou représentants.

Le deuxième collège, nommé collège B comprend les autres personnels d'enseignement et de recherche. Ce collège élit 5 représentantes ou représentants.

Les enseignantes et enseignants permanents de Sciences Po Lyon, ainsi que les enseignantes et enseignants vacataires sont inscrits sur les listes électorales de leur catégorie, lorsqu'ils assurent à Sciences Po Lyon au moins 96 heures "équivalent TD" d'enseignement.

Article 4 - Collège des étudiantes et des étudiants

Les étudiantes et étudiants sont inscrits sur la liste électorale dès lors qu'ils sont, à la date du scrutin, régulièrement inscrits à Sciences Po Lyon et sont répartis en deux collèges

SOU MIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 SEPTEMBRE 2018



électoraux.

Le premier collège, nommé collège du premier cycle comprend : les étudiantes et étudiants des première, deuxième et troisième années du diplôme de Sciences Po Lyon.
Ce collège élit 5 représentantes ou représentants.

Le deuxième collège, nommé collège des deuxième et troisième cycles comprend : les étudiantes et étudiants de la quatrième année et de la cinquième année du diplôme de Sciences Po Lyon, les étudiantes et étudiants du Centre de préparation à l'administration générale (CPAG), du ou des masters et du ou des doctorats gérés par Sciences Po Lyon.
Ce collège élit 4 représentantes ou représentants.

Article 5 - Collège des personnels Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniciens, Social, Santé

Les personnels B.I.A.T.S.S. désignés à l'article 17 du décret 89-902 précité élisent une représentante ou un représentant. Ne font pas partie du collège électoral des personnels Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniciens, Social, Santé, tel que défini à l'article 17 du décret susvisé, les personnels en détachement ou en disponibilité, en congé de longue durée ou en congé parental, à la date du scrutin.

Article 6 Qualité d'électeur

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure sur la liste électorale correspondant à son collège. Nul ne peut être électrice ou électeur simultanément dans deux collèges. Nul ne peut être électrice ou électeur et éligible dans le collège des étudiantes et étudiants s'il appartient à un autre collège de l'établissement.

Article 7 Listes électorales

Les listes électorales sont arrêtées par la directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon. Publiées 15 jours avant le scrutin, elles sont affichées jusqu'à la proclamation des résultats du scrutin.

Toute personne remplissant les conditions pour être électrice ou électeur qui constaterait que son nom ne figure pas sur la liste électorale du collège dont elle relève, conformément aux dispositions de l'article 3 du présent règlement, peut demander son inscription auprès de la direction générale des services Sciences Po Lyon.

La commission de contrôle des opérations électorales mentionnée à l'article 26, examine les contestations portant sur les opérations décrites au présent article.

Article 8 Procuration

Les électrices et électeurs qui ne peuvent voter personnellement ont la possibilité d'exercer leur droit de vote par un mandataire en lui donnant procuration écrite pour voter en leur lieu et place.

Le mandataire doit être inscrit sur la même liste électorale que le mandant.

Nul ne peut être porteur de plus d'une procuration.

Lorsque le mandataire est étudiante ou étudiant, il doit présenter la procuration et la carte d'étudiant de son mandant au moment du vote.

Les étudiants effectuant leur année de mobilité participent au vote en désignant un



mandataire et en transmettant tous les éléments par messagerie selon les modalités arrêtées par la directrice ou le directeur de Sciences po Lyon.

Un bureau de vote est mis en place à Saint-Étienne pour les élections des étudiantes et étudiants.

Article 9 Fin de mandat prématurée

Le mandat des représentantes et représentants élus en vertu de l'article 10 du décret 89-902 du 18 décembre 1989 prend fin pour cause de démission, décès ou perte de la qualité d'électeur du collège dans lequel ils ont été élus.

Leur remplacement est assuré pour la durée du mandat restant à courir selon les modalités ci-après.

Pour les collèges étudiants, le titulaire est remplacé par son suppléant. Si le mandat du suppléant devenu titulaire prend fin pour l'un des cas énoncés ci-dessus, le siège revient au premier candidat titulaire non élu de la liste.

Pour les autres collèges, une élection partielle est organisée pour le collège concerné, sauf si la vacance intervient moins de six mois avant le terme normal du mandat.

Article 10 Dépôt de candidatures

Pour tous les collèges, le dépôt de candidatures est obligatoire et doit se faire au plus tard 8 jours avant la date du scrutin, auprès de la Direction générale des services de Sciences Po Lyon.

Article 11 Candidatures dans les collèges étudiants

Dans les collèges étudiants, les listes doivent être accompagnées d'une déclaration de candidature signée par l'ensemble des candidates et candidats titulaires et suppléants, et d'une photocopie de leur carte d'étudiant ou à défaut d'un certificat de scolarité.

Chaque liste doit comporter un nombre de candidates et candidats titulaires égal ou inférieur au nombre de sièges à pourvoir dans le collège concerné, et un nombre égal de titulaires et de suppléants.

Chaque nom de candidat titulaire doit être suivi du nom de son suppléant.

Chaque candidate ou candidat titulaire inscrit en deuxième année du diplôme de Sciences Po Lyon doit avoir une suppléante ou un suppléant inscrit en première année.

Chaque candidate ou candidat inscrit en troisième année du diplôme de Sciences Po Lyon doit avoir une suppléante ou un suppléant inscrit en première ou deuxième année du diplôme de Sciences Po Lyon.

Chaque candidate ou candidat inscrit en cinquième année du diplôme ou en deuxième année de Master doit avoir pour suppléante ou suppléant une étudiante ou un étudiant inscrit en quatrième année du diplôme de Sciences Po Lyon.

La directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon vérifie l'éligibilité des candidates et candidats. S'il constate une inéligibilité, il demande qu'un autre candidat soit substitué au candidat inéligible.

La Commission de contrôle des opérations électorales mentionnée à l'article 26, examine les contestations portant sur les opérations décrites au présent article.



Les candidates et candidats qui déposent les listes peuvent préciser leur appartenance ou le soutien dont ils bénéficient sur leur déclaration de candidature et sur leur programme. Ils indiquent le nom de la liste, qui figurera sur les bulletins de vote.

Article 12 Campagne électorale

La campagne électorale débute 15 jours avant le scrutin.

Au dépôt d'une candidature ou d'une liste de candidats, une profession de foi peut être imprimée, sur une feuille recto verso format A4 et en noir&blanc, en 400 exemplaires au maximum.

Le matériel de propagande ainsi constitué est remis à chaque candidate ou candidat (ou tête de liste). L'administration se charge de l'affichage, sur des panneaux réservés à cet effet, des candidatures et des professions de foi.

Article 13 Validité des listes

Les candidats peuvent s'assurer auprès de la Direction générale des services, , au plus tard 48 heures après leur dépôt, que les listes ou candidatures ont été reconnues valides.

Article 14 Traitement impartial des listes de candidats

La direction de Sciences Po Lyon assure une stricte égalité entre les listes des candidats.

Article 15 Propagande le jour du scrutin

Pendant la durée et sur le lieu du scrutin, toute propagande est interdite.

Article 16 Organisation du bureau de vote

16.1 Composition

Le bureau de vote est composé d'une présidente ou d'un président et d'au moins deux assesseurs nommés, pour toute la durée du scrutin, par la directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon parmi les personnels permanents de Sciences Po Lyon non candidats. Pour les élections étudiantes, le bureau de vote comportera un assesseur par liste et par collège.

16.2 Procès-verbal

Le bureau de vote se prononce provisoirement sur les difficultés éventuelles touchant les opérations électorales. Ses décisions sont motivées et consignées au procès-verbal.

16.3 Organisation du bureau de vote

La salle de vote comporte un ou plusieurs isoloirs. Il doit être prévu une urne par collège. La composition des listes ou les noms des candidats seront affichés dans la salle de vote.

16.4 Liste d'émargement

Pendant toute la durée des opérations électorales, une copie de la liste électorale reste déposée sur la table autour de laquelle siège le bureau de vote. Cette copie constitue la liste d'émargement.

16.5 Bulletins et enveloppes



Les enveloppes électorales, ainsi que les bulletins de vote sont placés à la disposition des électrices et électeurs, sous la responsabilité du bureau de vote. Les bulletins de vote doivent être de couleur identique pour un même collège.

16.6 Secret du vote

Le vote est secret ; le passage par l'isoloir est obligatoire. Chaque électrice ou électeur met dans l'urne son bulletin de vote, préalablement introduit dans cette enveloppe. Le vote de chaque électrice ou électeur est constaté par sa signature sur la liste d'émargement ou par la signature de la personne qui détient sa procuration.

Article 17 Résultats du vote

17.1 Dépouillement

Le dépouillement est public.

17.2 Égalité de suffrage

En cas d'égalité des suffrages, la plus agée ou le plus âgé des candidats est proclamé élu.

17.3 Résultats

A l'issue des opérations électorales, la présidente ou le président du bureau de vote dresse un procès- verbal des résultats.

17.4 Proclamation des résultat

La directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon proclame les résultats dans les 3 jours suivant la fin des opérations électorales.

Article 18 Recours

Les recours doivent être déposés dans un délai de 5 jours à partir de la publication des résultats devant la commission de contrôle des opérations électorales.

Instituée dans chaque académie et présidée par un magistrat relevant des juridictions administratives, la commission de contrôle des opérations électorales exerce :

- les attributions prévues par les articles 7 et 11 du présent règlement,
- connaît de toutes les contestations présentées par les électeurs, par le chef d'établissement ou par le Recteur, sur la préparation et le déroulement des opérations de vote ainsi que sur la proclamation des résultats du scrutin.

Elle doit statuer dans un délai de 10 jours.

TITRE II : Dispositions organiques

Article 19 Élection de la directrice ou du directeur de Sciences Po Lyon



La directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon est nommé sur proposition du Conseil d'Administration par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

La décision du Conseil d'Administration de proposer une personne au poste de directrice ou directeur se prend à la majorité des membres présents ou représentés. Elle est transmise dès qu'acquise au ministre chargé de l'enseignement supérieur.

En cas de candidatures déclarées, la séance de présentation des programmes des candidates et candidats sera distincte de la séance décisionnelle.

En cas de candidatures multiples, le vote portera sur l'ensemble des candidates et candidats aux 2 premiers tours. Si aucune majorité n'est dégagée à l'issue du 2^o tour, les 2 tours suivants porteront sur les 2 candidates ou candidats les mieux placés. Si aucune majorité n'est dégagée à l'issue de ces 2 tours, la présidente ou le président du Conseil d'administration proposera un nom sur lequel le Conseil d'administration se prononcera.

Les modalités de candidature sont fixées par arrêté électoral.

Article 20 Commission permanente

En application de l'article 23 du décret 89-902 relatif aux IEP, une Commission Permanente est instituée.

Elle comprend 9 membres des collèges A et B du Conseil d'Administration, le dixième ayant un statut de membre invité permanent, et les 9 étudiantes et étudiants élus du Conseil d'Administration. Elle invite à ses travaux de façon permanente la ou le représentant du personnel BIATSS élu au Conseil d'Administration.

La directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon convoque la commission et en dirige les débats.

Elle est tenue régulièrement informée par la directrice ou le directeur des questions concernant le fonctionnement de l'établissement.

Elle prépare les décisions du Conseil d'Administration. Elle donne obligatoirement son avis sur toutes les questions relatives à la détermination des méthodes pédagogiques.

Elle prend les décisions relatives à la gestion des services organisés dans l'intérêt des étudiantes et étudiants.

Dans le cadre des lois et règlements en vigueur, elle détermine les conditions d'exercice des libertés politiques et syndicales et des activités culturelles.

En cas de besoin, l'avis donné par la Commission Permanente peut être émis à la suite d'un vote des membres élus présents.

Article 21 Conseil d'administration restreint aux enseignants-chercheurs

Le Conseil d'Administration en formation restreinte aux enseignants-chercheurs siège valablement lorsque la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, il est à nouveau convoqué et peut valablement siéger, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La présidente ou le président ne prend pas part aux votes.

Le Conseil d'administration en formation restreinte aux enseignants-chercheurs délibère



sur :

*concernant les comités de sélection (articles L.952-6 et suivant du code de l'éducation) :

- La création des comités de sélections
- La composition des comités de sélections
- La liste nominative des membres des comités de sélection

*concernant les compétences relatives au recrutement des enseignants-chercheurs (article L.712-6-1 du code de l'éducation) :

- Les questions individuelles relatives au recrutement des enseignants-chercheurs
- L'intégration des fonctionnaires des autres corps dans le corps des enseignants-chercheurs

*concernant les vacataires (décret 89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux IEP, article 24) :

- Le recrutement (décret 87-889 du 29 octobre 1987, article 4)

Article 22 Conseil d'administration du CPAG

En application de l'article 7 du décret n°89-902 relatif aux IEP, le Conseil d'Administration de Sciences Po Lyon est aussi le Conseil d'Administration du Centre de Préparation à l'Administration Générale (C.P.A.G.).

Article 23 Commission Scientifique

23.1 Composition de la commission scientifique

En application des articles 8 et 26 du décret 89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux IEP, la Commission Scientifique comprend :

a) des membres de droit :

- la directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon
- les responsables d'équipes labellisées ou inscrites dans le contrat de l'établissement (s'ils ne sont pas en poste à Sciences Po Lyon, ils désignent une représentante ou représentant ayant cette qualité)
- les responsables du ou des doctorats et du ou des spécialités des M2 gérés par Sciences Po Lyon

b) 9 membres élus représentant les personnels enseignants et les étudiantes et étudiants:

- 4 professeurs ou assimilés
- 4 représentantes ou représentants des autres enseignants chercheurs
- 1 représentant des étudiantes et étudiants en cours de doctorat géré par Sciences Po Lyon.

c) Deux personnalités extérieures qualifiées.

Les représentantes et représentants des personnels enseignants sont élus par chacun des collèges enseignants au scrutin uninominal à deux tours.

Le mandat des élus est de trois ans.

Les personnalités extérieures sont nommées par la directrice ou le Directeur de Sciences Po



Lyon sur proposition des membres élus et de droit de la Commission Scientifique, après un vote à la majorité simple.

Les élections ont lieu en même temps que celles des membres du Conseil d'Administration.

23.2 Fonctionnement de la commission scientifique

La commission désigne son président parmi les professeurs.

Elle siège au moins une fois par an et propose au Conseil d'Administration les orientations de recherche de l'Institut.

Elle répartit les crédits de recherche qui ne relèvent pas d'un autre budget que celui de l'Institut. Elle siège en formation restreinte aux enseignants et chercheurs de rang au moins égal pour les questions relatives au statut des enseignants chercheurs.

Le directeur de Sciences Po Lyon convoque la Commission, établit l'ordre du jour.

En application de l'article 8 du décret 89-902, la Commission scientifique siège en qualité de Conseil scientifique lorsqu'il s'agit des questions relatives au statut des enseignants-chercheurs.

23.3 Fonctionnement de la commission scientifique en formation restreinte

La Commission scientifique en formation restreinte siège valablement lorsque la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, elle est à nouveau convoquée et peut valablement siéger, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

La Commission scientifique en formation restreinte est compétente pour l'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs (exceptées les compétences exercées par le Conseil d'administration restreint aux enseignants-chercheurs).

* Concernant le recrutement et l'affectation, elle délibère et rend un avis sur :

- Les demandes de mutations prioritaires (art. 9-3, décret n° 84-431 du 6 juin 1984) ;
- La recevabilité des demandes émanant de candidats exerçant leurs fonctions à l'étranger (art. 22 et 43, décret n° 84-431) ;
- Les candidatures (recrutement ou renouvellement) des personnels contractuels d'enseignement et de recherche (ATER, vacataires, enseignants invités, PAST) ;

*Concernant la carrière, elle délibère et rend un avis sur :

- La titularisation des maîtres de conférences ;
- Les demandes de classement des maîtres de conférences (décret n° 2009-462 du 23 avril 2009 relatif aux règles de classement des personnes nommées dans les corps d'enseignants-chercheurs des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur) ;
- Les demandes de délégation et les demandes de congés recherche et conversion thématique au titre de l'établissement ;
- Les primes d'encadrement doctoral et de recherche (au regard des avis rendus par la section compétente du Conseil national des Universités ou, à défaut d'un avis rendu par ladite section, après avis de deux évaluateurs extérieurs à l'établissement) ;
- Les rapports d'activité des enseignants-chercheurs (au regard des avis rendus par la section compétente du Conseil national des Universités) ;



- Les demandes d'éméritat.

La Commission scientifique en formation restreinte est consultée et peut émettre des vœux sur :

- la qualification à donner aux emplois d'enseignant-chercheur et de chercheur vacants ou demandés.

La Commission scientifique en formation restreinte est informée de :

- la composition des comités de sélection ;
- la décision relative à l'organisation d'une mise en situation professionnelle ;
- les noms des candidats sélectionnés par le conseil d'administration restreint au vu de l'avis motivé du comité de sélection.

Article 24 Procurations

Les procurations nominatives sont admises dans les différentes formations du Conseil d'Administration et dans la Commission scientifique.

Les procurations peuvent être accordées à toute personne membre de l'instance considérée.

Deux procurations par personne sont admises.

Les représentantes et représentants titulaires des étudiantes et étudiants qui sont dans l'impossibilité de siéger seront représentés par leur suppléante ou suppléant.

Toutefois, il leur est possible de donner procuration si et seulement si la suppléante ou le suppléant est également dans l'impossibilité de siéger.

Lors des conseils et commissions siégeant en formation restreinte, il convient que celle ou celui qui reçoit la procuration puisse assister à la séance et exprimer son vote.

Article 25 Composition de la commission de recrutement des ATER

La commission de recrutement des ATER se compose de trois personnes au mois dont :

- La directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon, président de la commission, ou son représentant
- Les enseignants-chercheurs de la section CNU considérée
- Le cas échéant, la ou le responsable des langues à Sciences po Lyon (pour le recrutement des ATER en langue)

Il peut être fait appel à des enseignants-chercheurs extérieurs à l'établissement si nécessaire.

Article 26 Commission bibliothèque

26.1 Composition :

La Commission Bibliothèque comprend six à huit étudiants (de préférence un par année pour les première, deuxième, quatrième et cinquième années pour chacun des campus) désignés par les représentantes et les représentants étudiants siégeant dans les commissions pédagogiques.



Sont également membres de la Commission Bibliothèque la directrice ou le directeur des études, la présidente ou le président de la commission scientifique.

La directrice ou le directeur de Sciences po Lyon, la directrice ou le directeur général des services et la directrice ou le directeur de la bibliothèque sont membres de droit de la Commission Bibliothèque.

La ou le Responsable des Études, le ou la responsable du service informatique, la ou le responsable des langues, tous les enseignants-chercheurs et personnels de statut second degré souhaitant participer aux débats ainsi que toute autre personne dont la présence sera estimée nécessaire sont invités à participer aux réunions de la Commission.

26.2 Fonctionnement :

La Commission Bibliothèque est convoquée au moins une fois par an par la directrice ou le directeur qui en dirige les débats.

Elle donne son avis sur les questions relatives à la politique documentaire de Sciences Po Lyon.

Article 27 Comité de direction

Un comité de direction est institué. Sa composition est arrêtée annuellement par la directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon.

Le Comité assiste la directrice ou le directeur dans la gouvernance de Sciences po Lyon et contribue à la préparation du travail des instances décisionnelles et consultatives de l'établissement.

Il est ouvert en tant que de besoin à tout personnel ou représentant étudiant de Sciences Po Lyon..

Article 28 Commissions pédagogiques

Il y a une commission pédagogique par année (1ère année, 2e année, 4e année, 5e année).

Chaque commission est composée :

- de représentantes et représentants des étudiantes et des étudiants élus en début d'année universitaire : une déléguée ou un délégué par groupe de CDM pour le premier cycle, une déléguée ou un délégué par parcours pour le deuxième cycle.
- de représentantes et représentants des enseignantes et des enseignants pour chacune des disciplines suivantes : Droit, Economie, Histoire, Science politique, Science de l'information et de la communication, et une représentante ou un représentant des langues. Ces représentantes et représentants sont désignés par les enseignants-chercheurs membres des sections CNU correspondantes et par l'ensemble des enseignantes et enseignants titulaires de langues pour 3 ans.
- de la directrice ou du directeur des études,
- de la responsable ou du responsable des études,
- des responsables de la scolarité concernés,
- de la directrice ou du directeur de la bibliothèque,

Chaque commission est convoquée par la directrice ou le directeur des études à la mi-semestre.



Les représentantes et représentants des enseignantes et enseignants en lien avec la direction des études, prépareront la commission en consultant les collègues de la discipline

Les commissions pédagogiques sont le lieu où les représentants s'efforcent d'aboutir à une définition commune des problèmes pédagogiques et à une réflexion concertée sur les solutions qui pourraient leur être apportées.

Leur compte rendu est rédigé par la direction des études. Il repose sur les éléments issus de ce travail et non sur les situations particulières qui auront pu être évoquées.

29 Commission des études et de la vie étudiante

Une Commission des études et de la vie étudiante est instituée.

29.1 Composition

a) Membres ayant une voix délibérative :

- Les 6 enseignantes et enseignants membres des commissions pédagogiques (voir article 28)
- 6 étudiantes et étudiants : une représentante ou un représentant pour chacune des années d'études suivantes : 1^{ère}, 2^e, 4^e et 5^e années désignés par les étudiantes et étudiants siégeant en commission pédagogique ; deux représentantes ou représentants des étudiantes et étudiants élus au Conseil d'administration (un par collège).

Les étudiantes et étudiants ont des suppléantes et suppléants dans les mêmes conditions que les titulaires, qui siégeront à leur place en cas d'absence.

Elles et ils sont désignés pour une année universitaire.

b) Membres de droit sans voix délibérative :

- La directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon
- La directrice ou le directeur des études
- La directrice ou le directeur de la mobilité internationale
- La ou le responsable de la scolarité
- La ou le responsable des études
- La ou le chargé de mission Vie étudiante

Peuvent être invitées toutes personnes concernées par l'un ou l'autre des sujets traités.

29.2 – Fonctionnement

La directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon préside la Commission des études et de vie étudiante qui se réunit avant chaque Conseil d'administration, à l'exception de celui du mois de septembre.

En cas d'absence, la directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon délègue la présidence à la directrice ou au directeur des études.



L'ordre du jour est arrêté 15 jours avant la réunion. Toutes les demandes d'inscription d'un sujet à l'ordre du jour doivent être adressées à la direction des études trois semaines avant la réunion.

La Commission siège valablement lorsqu'au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, elle est à nouveau convoquée dans un délai de quinze jours.

29.3 Compétences :

La Commission sera consultée et formulera un avis sur toute question relevant des études et de la vie étudiante devant faire l'objet d'une décision du Conseil d'Administration.

La commission est également force de proposition et de réflexion dans ces domaines

Les comptes-rendus des réunions de la Commission sont mis en ligne sur le site de Sciences Po Lyon et sont également transmis par voie électronique aux enseignantes et enseignants de l'établissement.

Article 30 : Direction des études

La direction des études est composée de la directrice ou du directeur des études, de la directrice ou du directeur de la mobilité, de la ou du responsable des études.

Ses missions concernent le suivi pédagogique des formations et des étudiantes et étudiants, les relations avec les enseignantes et enseignants en ce qui concerne les questions pédagogiques; la représentation de Sciences Po Lyon sur les questions pédagogiques auprès des institutions partenaires.

Article 31 : Procédure disciplinaire

La procédure disciplinaire applicable aux enseignants et usagers des IEP ayant le statut d'établissement public à caractère administratif est prévue aux articles R. 712-10 à R. 712-46 du code de l'éducation.

Sciences Po Lyon ne disposant pas, comme les universités, d'un conseil académique, la compétence en matière disciplinaire est exercée par le Conseil d'administration.

31.1 - Organe compétent pour exercer le pouvoir disciplinaire :

Le pouvoir disciplinaire est exercé en premier ressort par le Conseil d'administration de Sciences Po Lyon constitué en sections disciplinaires.

31.2 - Personnes relevant du pouvoir disciplinaire :

Les enseignants-chercheurs et les personnels exerçant des fonctions d'enseignement à Sciences Po Lyon relèvent du régime disciplinaire prévu dans le présent règlement de même que tout usager lorsqu'il est auteur ou complice de l'un des faits suivants :



a/ un fait de nature à porter atteinte à l'ordre ou au bon fonctionnement de Sciences Po Lyon ;

b/ une fraude ou tentative de fraude commise à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un test d'entrée ;

c/ une fraude ou une tentative de fraude commise à l'occasion d'une inscription dans un établissement d'enseignement supérieur privé lorsque cette inscription ouvre l'accès à un examen de l'enseignement supérieur public ou une fraude ou tentative de fraude commise dans cette catégorie d'établissement ou dans un IEP, à l'occasion d'un examen conduisant à l'obtention d'un diplôme national.

31.3 - Sections disciplinaires :

Deux sections disciplinaires sont nécessaires, l'une compétente pour les enseignants-chercheurs et enseignants, l'autre compétente pour les usagers.

En matière disciplinaire, les dispositions applicables sont celles du code de l'éducation, articles L.712-6-2, L.811-5 et 6, L.952-7 à 9, R.712-9 à 46 et R.811-10 à 15.

TITRE III : Règles d'hygiène et de sécurité

Article 32 - Interdiction de fumer

Conformément au code de la santé publique et au décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, il est interdit de fumer dans les locaux de Sciences Po Lyon. Cette interdiction s'applique à tous les locaux et espaces à l'intérieur des bâtiments, qu'il s'agisse de bâtiments recevant du public ou non, ainsi que dans tous les lieux extérieurs abrités.

L'usage du tabac n'est possible qu'à l'extérieur des bâtiments.

Les mêmes règles s'appliquent pour l'usage des cigarettes électroniques

Article 33- Alcool, produits illicites et objets dangereux

Conformément à l'article R4228-20 du code du travail, il est interdit d'introduire et de consommer de l'alcool sur le lieu de travail. Cette règle s'applique également aux étudiants accueillis par Sciences Po Lyon et aux manifestations ou événements qui ne bénéficient pas de dérogation.

Conformément à l'article R.4228-21 du code du travail, un dépistage de l'alcoolémie pourra être effectué si l'état de la personne concernée laisse supposer un taux élevé d'alcoolémie.

Toute personne peut signaler l'état supposé d'ébriété auprès de l'assistant de prévention de Sciences Po Lyon et du service Ressources humaines.

Le dépistage sera effectué en présence de l'assistant de prévention et d'un représentant du service Ressources humaines dans un lieu où les risques pour la personne et pour l'établissement sont limités.

Cette mesure concerne les agents et agentes qui, eu égard à la nature du travail qui leur est confiée, sont susceptibles d'exposer les personnes ou les biens à un danger. L'agente ou l'agent peut demander la présence d'un tiers et une contre-expertise



Un avis médical sera demandé au SAMU ou, à défaut, au médecin de prévention.

Pareillement l'introduction et la conservation dans les locaux ou enceintes de Sciences Po Lyon de tous matériels, objets ou substances illicites ou dont l'usage serait susceptible de porter atteinte à la salubrité ou à l'ordre public sont formellement interdites.

Article 34 - Utilisation, entretien des locaux et équipements

Les locaux doivent être utilisés conformément à leur affectation, à leur destination et à la mission de service public dévolue à l'établissement.

Les locaux et enceintes de Sciences Po Lyon, y compris ceux affectés aux associations, doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter des conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé des personnels et usagers.

En collaboration avec les personnels d'entretien, l'ensemble de la communauté participe à la bonne tenue des locaux de Sciences Po Lyon

Les personnels non habilités ont l'interdiction formelle d'intervenir sur les installations techniques, électriques, téléphoniques et informatiques, et d'utiliser des produits d'entretien réservés à l'usage exclusif des agents habilités.

Article 35 - Hygiène et sécurité alimentaire

Hormis les professionnels (traiteurs) dûment autorisés, la confection (préparation et cuisson) de denrées alimentaires est interdite dans les locaux et enceintes de Sciences Po Lyon. La distribution des produits alimentaires à titre onéreux ou gratuit n'est autorisée que sous réserve du respect de la chaîne du froid et du respect des conditions de stockage et de distribution conformes aux règles d'hygiène élémentaires.

Article 36 - Respect des consignes de sécurité

Quel que soit le lieu où elle se trouve au sein de l'établissement, toute personne doit impérativement prendre connaissance et respecter les consignes générales de sécurité, et notamment les consignes d'évacuation en cas d'incendie.

Il convient le cas échéant, de se reporter aux documents affichés ou distribués au sein de Sciences Po Lyon.

Article 37 - Traitement des déchets

D'une manière générale tous les déchets ou détritrus doivent être déposés dans les poubelles ou conteneurs prévus à cet effet.

Les déchets qui peuvent être valorisés sont triés dans des conteneurs spécifiques (notamment papiers, cartons, verre, gobelets et bouteilles en plastiques, cartouches d'imprimante)

Article 38 - Travail isolé

La présence de personnels ou d'étudiantes et étudiants travaillant seuls en dehors des heures d'ouverture (7h30- 20h00) ou pendant les périodes de fermeture des bâtiments est interdite.

Un personnel peut cependant être autorisé à travailler en dehors des heures d'ouverture ou



pendant les périodes de fermeture, sauf durant la fermeture d'été, à la condition impérative que deux personnes soient présentes dans les locaux (la personne concernée et un binôme).

A titre tout à fait exceptionnel et avec l'accord de la direction une autorisation peut être accordée aux personnels des services pour venir récupérer des documents indispensables au fonctionnement du service pendant la fermeture d'été.

Article 39 - Signalement d'un danger grave et imminent

Il appartient à toute personne de signaler toute situation dont elle a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent, ainsi que de rapporter toute défectuosité qu'elle constate dans les systèmes de protection.

Le signalement doit être fait auprès du responsable hiérarchique ou de toute autre autorité compétente et être consigné sur le registre de signalement de danger grave et imminent disponible auprès de l'assistant de prévention.

La personne concernée peut exercer son droit de retrait dans une telle situation.

Article 40 - Registre d'hygiène et de sécurité

Un registre d'hygiène et de sécurité est disponible auprès de l'assistant de prévention pour signaler tout incident ou accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité.

Ce même registre permet également de consigner, toute observation ou suggestion relative à la prévention des risques et à l'amélioration des conditions de travail.

Titre IV : Libertés et droits fondamentaux

Article 41 - Libertés et droits fondamentaux

La liberté d'information, la liberté d'opinion, la liberté d'expression, et plus généralement, l'ensemble des libertés et droits fondamentaux sont garantis au sein de Sciences Po Lyon.

Les personnels et les usagers de Sciences Po Lyon exercent ces libertés fondamentales dans des conditions qui ne troublent pas l'ordre public et ne portent pas atteinte aux activités d'enseignement, de recherche et d'administration conduites en son sein.

Article 42 Charte pour la lutte contre les discriminations et le harcèlement

Sciences Po Lyon s'est doté d'une charte pour la lutte contre les discriminations et le harcèlement (délibération n°1 -20180618 du Conseil d'administration du 18 juin 2018.)

La charte s'applique à l'ensemble des membres de la communauté Sciences Po Lyon.

La charte est signée par l'ensemble des membres de la communauté Sciences po Lyon lors de la première connexion aux intranets de Sciences po Lyon.

Le texte de cette charte peut être consultée sur l'intranet de Sciences po Lyon et sera remis à toute personne en faisant la demande.

Article 43 - Associations

Le droit d'association est garanti par la loi du 1er juillet 1901.

La domiciliation d'une association au sein de l'Institut est soumise à une autorisation préalable formelle de la directrice ou du directeur de Sciences Po Lyon. Il en est de même pour la mise à disposition éventuelle d'un local.

Toute association créée dans le cadre de Sciences Po Lyon s'engage à signer la charte de

[SOU MIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 SEPTEMBRE 2018](#)



la Commission de la vie associative. Cette dernière, composée de représentantes et représentants d'associations et des élus étudiantes et étudiants siégeant au conseil d'administration, est chargée d'assurer un suivi de la vie associative au sein de Sciences Po Lyon.

Article 44- Tracts et affichages

Sciences Po Lyon met à la disposition des usagers et des personnels des panneaux d'affichage.

Dans le respect de la liberté d'information et d'expression, la distribution de tracts ou de tout document par les usagers et les personnels est autorisée au sein de Sciences Po Lyon mais sous la stricte observance des conditions suivantes.

Affichages et distributions doivent :

- ne pas être susceptibles d'entraîner des troubles à l'ordre public ;
- ne pas porter atteinte au fonctionnement et aux principes du service public de l'enseignement supérieur ;
- ne pas porter atteinte au respect des personnes et à l'image de Sciences Po Lyon ;
- être respectueux de l'environnement.

En outre, l'affichage est interdit en dehors des panneaux réservés à cet effet dans les différents bâtiments de Sciences Po Lyon. En contrepartie, Sciences Po Lyon s'engage à mettre à disposition un nombre suffisant de panneaux.

La distribution de tracts ou tout autre document (à caractère notamment commercial) par une personne extérieure à Sciences Po Lyon ou pour son compte est interdite, sauf autorisation expresse accordée par la directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon.

Toute personne ou groupement de personnes est responsable du contenu des documents qu'elle ou qu'il distribue, diffuse ou affiche. Tout document doit mentionner la désignation précise de son auteur sans confusion possible avec Sciences Po Lyon.

Article 45 - Mise à disposition des locaux

Les locaux de Sciences Po Lyon sont affectés aux activités d'enseignement, de recherche et d'administration.

Des locaux peuvent être ponctuellement mis à disposition des personnels, usagers de Sciences Po Lyon et de personnes ou organismes non rattachés à Sciences Po Lyon en vue de l'organisation de réunions, conférences ou manifestations.

Ces mises à disposition sont soumises à la délivrance préalable par la directrice ou le directeur de Sciences Po Lyon d'une autorisation écrite et à la signature d'une convention.

Il ne doit exister aucune confusion entre Sciences Po Lyon et les organisateurs des réunions ou manifestations qui restent responsables du contenu des interventions.

Article 46 – Activités commerciales

Le commerce, la vente ainsi que la publicité commerciale sont interdits dans les locaux de l'établissement.



CA du 21 septembre 2018

Information

Conventions signées par le Directeur de l'Institut d'Études Politiques de Lyon

Vu le code de l'éducation,

Vu le décret n°89-902 relatif aux instituts d'études politiques ayant le statut d'établissement public administratif associés à une université,

Vu la délibération n°1-20180302 du conseil d'administration de l'Institut d'études politiques de Lyon du 2 mars 2018,

Le directeur de l'IEP de Lyon informe les administratrices et les administrateurs des conventions pluriannuelles signées entre le 17 juin 2018 et le 21 septembre 2018 :

- Avec le **réseau ScPo** , une convention pour le recrutement d'un ingénieur en informatique
- Avec le **réseau ScPo**, l'avenant à la convention pour le recrutement du coordinateur du réseau
- Avec la **Maison française d'Oxford**, une convention de partenariat permettant aux enseignants-chercheurs et étudiants de l'établissement de poursuivre leurs travaux de recherche à Oxford.



Budget rectificatif n°1 - 2018

Vu le code de l'Éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 175,176 et 177.

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré, a approuvé

Article 1 :

Les autorisations budgétaires suivantes :

- 27.9 ETPT sous plafond et 12.7 ETPT hors plafond
- 4 609 358 € autorisations d'engagement dont :
 - o 2 230 711 € personnel
 - o 2 058 665 € fonctionnement
 - o 0 € intervention
 - o 319 982 € investissement
- 4 527 023 € de crédits de paiement
 - o 2 230 711 € personnel
 - o 1 976 330 € fonctionnement
 - o 0 € intervention
 - o 319 982 € investissement
- 4 736 239 € de prévisions de recettes
- 209 216 € de solde budgétaire

Article 2 :

les prévisions comptables suivantes :

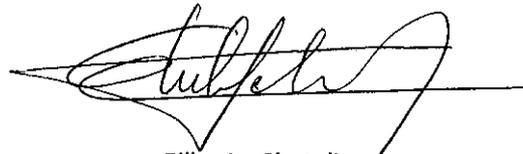
- 209 216 € de variation de trésorerie (Abondement)
- 498 € de résultat patrimonial (bénéfice)
- 238 498 € de capacité d'autofinancement
- 209 216 € de variation de fonds de roulement (Abondement)

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Après avoir délibéré, a approuvé le budget rectificatif n°1 pour l'année 2018 selon les documents joints en annexe.

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration



Gilles Le Chatelier

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 24

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0



BUDGET 2018

Note de l'ordonnateur

PREMIER BUDGET RECTIFICATIF

CA du 21 septembre 2018

Avant de décrire la proposition de budget rectificatif dans son contenu, il convient de rappeler les principes qui ont présidé à son élaboration.

En effet, malgré toutes les précautions prises dès le budget initial voté lors du CA du 11 décembre 2017, quelques modifications sont à apporter. Dont une recette encaissée non négligeable de 290 700 € du plan campus payée par l'Université de Lyon en 2018. Cette recette modifie en profondeur le budget initial et modifie positivement l'apport au fond de roulement.

Pour l'investissement, l'Institut poursuit sa politique de travaux, toutefois des projets d'investissement comme la rénovation des amphithéâtres ne seront pas réalisés en 2018, diminuant ainsi les dépenses d'investissement de 177 078 € et seront reprogrammés en 2019.

Par ailleurs, le budget rectificatif a été construit en prenant en compte les derniers éléments connus de la subvention de charge pour service public, ainsi que les recettes définitivement perçues lors des inscriptions aux concours communs. De plus, il a été demandé aux responsables de la formation continue et de la formation continue en ligne de calculer à mi-parcours le prévisionnel des recettes attendues, et il en ressort une baisse.

Il convenait pour ce premier budget rectificatif d'ajuster les dépenses et les recettes de l'établissement. Il permet également de calculer à nouveau le fond de roulement qui s'élève désormais à 1 662 885 € soit une augmentation de 584 830 € en plus par rapport au budget initial, une évolution également positive de la trésorerie de 370 560 € soit un montant finale de 2 381 636 €.

Les modifications des niveaux de recettes et des dépenses sont détaillées ci-après :

Recettes :

- En augmentation
 - o Une tranche de 290 700 € du plan campus a été payée par l'Université de Lyon sur l'année 2018. Ce versement était prévu initialement en fin d'année 2017, toutefois une pièce manquait à l'agent comptable de l'UDL afin de pouvoir procéder au paiement. Cet encaissement décalé de 2017 à 2018 modifie le budget 2018.
 - o Le solde d'une convention 2016-2017 avec le conseil départemental de l'Ain, dans le cadre de MSP3P, a été versé en 2018 et non en 2017. Ainsi les recettes prévisionnelles sont en augmentation de 19 599 €
 - o Le rectorat a versé 10 000 € correspondant à la subvention d'égalité des chances alors qu'il était prévu 5 500 € au BI, soit une augmentation de 4 500 €

- Les recettes des concours communs étaient calculées au plus juste, toutefois compensées par le calcul de reversement du réseau et des inscriptions BEL, ce qui permet d'obtenir 21 161 € de recettes supplémentaires,
 - Lors de la réalisation du BI, une situation des subventions liées à la région avait été établie, toutefois nous pourrions justifier de certaines conventions avant la fin de l'année est ainsi prévoir une augmentation de 28 222 €
 - Dans le cadre de la publication d'un ouvrage pour l'anniversaire des 70 ans de l'Institut des subventions ont été versées à hauteur de 19 000 €.
 - Les IJSS (Indemnités journalières versées au salarié) n'avait pas été prévu au BI est une estimation à hauteur de 13 000 € est à ajouter au BR.
 - Une convention avec l'UJM de Saint Etienne à hauteur de 4 000 € augmente les recettes d'un laboratoire dont l'IEP de Lyon à la tutelle.
 - Une subvention de l'Agence Nationale de Recherche contre le Sida de 10 000 € pour financer un contrat doctoral sur la fin d'année 2018.
- En réduction :
- La Subvention pour charge de service public allouée par l'Etat à notre établissement pour l'année 2018 nous a été notifiée en juin 2018, nous avons surestimé de - 13 278 € la recette.
 - Après un bilan des recettes prévisionnelles dans le cadre de la formation continue, un réajustement à la baisse de - 10 619 € doit être opéré, et - 46 355 € concernant les formations en ligne (IEPL)

Dépenses :

Suite aux modifications liées aux recettes un réajustement des dépenses a été opéré.

- En augmentation :
- Afin de garder le même équilibre que le budget initial nous avons dû réajuster les dépenses sur le sous CR « FG » (Fonctionnement général) à la hausse 21 125 €
 - Une nouvelle estimation des dépenses liées à la masse salariale augmente les dépenses prévisionnelles de personnels de 20 001 €
 - Comme évoqué dans les recettes, 4000 € sont versés à un laboratoire dont l'IEP de Lyon à la tutelle, et ainsi augmentent les dépenses de ce même laboratoire.
- En réduction :
- Certains projets d'investissement ont été reprogrammés pour les années futures et grâce à un suivi régulier du plan pluriannuel d'investissement, nous réajustons les dépenses d'investissement à la baisse soit un montant de - 177 078 €

La présentation de ce budget rectificatif respecte le format imposé par le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire comptable publique (GBCP) comportant ainsi neuf tableaux (cf pièces jointes).

Tableau 1 – Tableau des emplois

Cet état recense l'ensemble des emplois rémunérés par l'organisme et présente ces emplois en Equivalent Temps Plein Travaillé (ETPT), il constitue une base de calcul pour la prévision de la masse salariale. Il est le fruit du document prévisionnel des emplois et crédits de personnel (DPGECP). Cet état répartit la masse salariale en deux catégories, les emplois sous plafond Etat et les emplois hors plafond. Précisant également les permanents comme les CDI et les non permanents.

Une modification de +0.4 ETPT/ETP vient s'ajouter dans les emplois hors plafond et non titulaire, concernant un éventuel contrat financé par l'ANRS pour un doctorant.

Tableau 2 – les autorisations budgétaires

Ce tableau vise à présenter les autorisations budgétaires en Autorisation d'Engagement (AE) et en Crédit de Paiement (CP) et les prévisions de recettes par catégorie, globalisées d'une part et fléchées d'autres part.

Ce tableau présente un solde budgétaire qui résulte de la différence entre le montant des prévisions de recettes et le montant prévisionnel des paiements (CP) sur l'exercice. Le budget initial était déficitaire de – 259 000 €, et à l'inverse le solde budgétaire pour le budget rectificatif est pour l'année 2018 excédentaire de 209 216 €. En effet, l'impact de l'encaissement des 290 700 € provenant de l'UDL dans le cadre du plan campus ainsi que la nouvelle planification de certains travaux indiquée dans le PPI, modifie ce solde en profondeur.

Tableau 3 – Dépenses par destinations et recettes par origines

Cet état est une suite logique du tableau 2 et permet de ventiler les dépenses par destination et par nature. La destination indique la finalité de la dépense et tient compte de la structuration du programme budgétaire dont l'organisme relève. Cette nomenclature budgétaire par destination des dépenses est mise en place par l'article 7 de la LOLF. Pour l'enseignement supérieur, l'essentiel de l'action de formation et de recherche est regroupée dans le programme 150 Formations supérieures et Recherche Universitaire alors que la vie universitaire est regroupée dans le programme 231 Vie de l'étudiant.

La logique de présentation de l'action de l'établissement en destination LOLF vise donc à donner aux administrateurs une vision la plus sincère et la plus stratégique.

Tableau 4 – Equilibre financier

Cet état présente d'un côté le besoin de financement et de l'autre les financements. Nous distinguons le solde budgétaire du tableau des autorisations budgétaires d'une part et les opérations de trésorerie d'autre part. Il doit être présenté obligatoirement en équilibre. Le budget rectificatif abonde la variation de trésorerie de 209 216 €, à l'inverse le budget initial opérait un prélèvement de 259 000 €.

Tableau 5 – Opérations pour le compte de tiers

Ce tableau retrace les opérations traitées en comptabilité générale uniquement en comptes de tiers.

L'IEP de Lyon gère en compte de tiers les bourses Explora'Sup financées par la Région Auvergne Rhône Alpes aidant financièrement les étudiants dans leur mobilité (119 500 €), et les Bourses AMI correspondant à l'Aide à la Mobilité Internationale pour les étudiants effectuant un stage ou des études à l'étranger et bénéficiaires d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux (17 600 €).

Le budget rectificatif apporte une donnée supplémentaire par rapport au budget initial correspondant aux opérations liées à la TVA.

Tableau 6 – Situation patrimoniale

Le résultat prévisionnel est très légèrement positif. Le volume des investissements envisagés d'ici la fin de l'année étant revu à la baisse et les recettes perçues au titre du financement Plan Campus étant désormais reprises, c'est un assez large abondement du fonds de roulement qui est escompté, à hauteur de 209 216 €, nouveau solde budgétaire après BR. Sur la base des données définitives du compte financier 2017, c'est ainsi un fonds de roulement voisin de 1 662 885 € que devrait atteindre l'IEP. Ce fonds de roulement a vocation à être en partie mobilisé dans le cadre des opérations du PPI, en partie décrites dans les tableaux 9 et 10.

Tableau 7 – Plan de trésorerie

Le plan de trésorerie a pour objectif d'évaluer le montant mensuel des encaissements et des décaissements ainsi que le solde de trésorerie en fin de mois. Ce plan fait l'objet d'une actualisation et est transmis au contrôleur budgétaire de l'établissement et au rectorat tous les trimestres.

Le solde de Trésorerie est au plus haut en octobre avec la perception des droits de la majeure partie des droits d'inscription et de la dernière tranche de la subvention pour charge de service public (2 803 949 €) et au plus bas en juin (1 743 528 €). Cette trésorerie reste toujours d'un niveau permettant sans difficulté de payer les dépenses engagées.

Tableau 8 – Opérations liés aux recettes fléchées

Cet état permet de retracer l'exécution passée de l'encaissement et l'exécution à prévoir de la réalisation des recettes fléchées.

A contrario de l'annonce faite lors du BI une recette de 290 700 € est encaissée cette année. La réfection des toitures dans le cadre du plan campus ayant été reprogrammée pour le printemps 2019, seule l'étude préalable sera payée en 2018 pour un montant estimé à 40 000 € (planification validée avec l'UdL en septembre 2017) reste programmée pour ce BR.

L'intérêt du fléchage de certaines recettes (tels les crédits reçus au titre du Plan Campus) est de faire clairement apparaître leur impact sur l'évolution de la trésorerie.

Tableau 9 – Tableau des opérations pluriannuelles

Ce tableau concerne toutes les dépenses budgétaires de l'organisme ayant vocation à être exécutées sur plusieurs exercices au titre desquelles on retrouve principalement pour l'IEP, les projets d'investissement. Il retrace par opération, l'avancement en dépense (AE/CP) et en recette (RE) sur les années antérieures et postérieures à l'exercice considéré.

Cela permet ainsi de disposer d'une vision des restes à réaliser par opération et d'apprécier leur soutenabilité dans le temps.

Tableau 10 – Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

Ce tableau détaille les opérations pluriannuelles annoncées dans le tableau 9.

Les tableaux 9 et 10 ont été complétés pour la première fois lors du BI 2017 pour retracer les opérations Plan campus et les investissements informatique (parc informatique, infrastructures et audiovisuel). Un travail important a été réalisé au cours de l'année 2017 pour affiner la partie informatique et compléter la partie immobilière en programmant les opérations liés au Gros Entretien Réparation (GER), aux travaux de réaménagement des locaux et à la Fabrique de l'Innovation soit un montant total de 5 023 124 € lors du budget initial. Le budget rectificatif élève ce montant à 5 199 776 €, afin de pouvoir réhabiliter les amphithéâtres et poursuivre le projet « Fabrik de l'innovation ».

Hors Plan campus (2 907 000 €), toutes ces opérations ont pour l'instant vocation à être financées sur la trésorerie de l'établissement (2 292 776 €). En moyenne l'IEP dégage au moins 200 000 € de capacité d'autofinancement par an. Des prélèvements sur fond de roulement seront donc nécessaires pour financer une partie des opérations et une reprogrammation de certaines possible en fonction des ressources effectivement mobilisables (soutenabilité).

Tableau 11 – Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche

Cet état donne une vue d'ensemble des moyens dont disposent les unités dont Sciences Po Lyon est tutelle.

Ce tableau est incomplet et donc difficilement analysable.



TABLEAUX

Note de l'ordonnateur

PREMIER BUDGET RECTIFICATIF

CA du 21 septembre 2018

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois
DRFIP

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

| | Sous plafond LFI (a) | Hors plafond LFI (b) | Plafond organisme (= a + b) |
|--|----------------------|----------------------|-----------------------------|
| Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP | 27,9 | 12,7 | 40,6 |
| Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT | 27,9 | 12,7 | 40,6 |

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

| | PLAFOND ORGANISME | | | | | | TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME | | |
|--|---|-------------|------------------|--------------------------------|-------------|-----------------|--|--------------|------------------|
| | EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISES PAR LA LFI | | | EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI | | | ETP | ETPT | masse salariale |
| | ETPT | ETP | masse salariale | ETPT | ETP | masse salariale | | | |
| EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (1 + 2 + 3) | 27,96 | 27,9 | 1 214 643 | 12,7 | 12,7 | 383 069 | 40,6 | 40,66 | 1 597 712 |
| 1 - TITULAIRES | 3,86 | 3,8 | 420 632 | 0 | 0 | 0 | 3,8 | 3,86 | 420 632 |
| * Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et actes de gestion, dont CAP, déconcentrés dans l'organisme) | 3,86 | 3,8 | 420 632 | 0 | 0 | 0 | 3,8 | 3,86 | 420 632 |
| * Titulaires organisme (corps propre) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - en fonction dans l'organisme : | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Titulaires État détachés sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Titulaires de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - en fonction dans une autre personne morale : | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| . Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| . Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme- MAD sortantes remboursées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| 2 - NON TITULAIRES | 24,1 | 24,1 | 794 011 | 12,7 | 12,7 | 383 069 | 36,8 | 36,8 | 1 177 080 |
| * Non titulaires de droit public | 24,1 | 24,1 | 794 011 | 12,7 | 12,7 | 383 069 | 36,8 | 36,8 | 1 177 080 |
| - en fonction dans l'organisme : | 24,1 | 24,1 | 794 011 | 12,7 | 12,7 | 383 069 | 36,8 | 36,8 | 1 177 080 |
| . Contractuels sous statut : | 24,1 | 24,1 | 794 011 | 12,7 | 12,7 | 0 | 36,8 | 36,8 | 794 011 |
| δCDI | 15,4 | 15,4 | 603 811 | 0 | 0 | 0 | 15,4 | 15,4 | 603 811 |
| δCDD | 8,7 | 8,7 | 190 199 | 12 | 12 | 383 069 | 20,7 | 20,7 | 573 268 |
| . Contractuels hors statut : | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| δCDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| δCDD | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - en fonction dans une autre personne morale : | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| . Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| . Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| * Non titulaires de droit privé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - en fonction dans l'organisme : | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| δCDI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| δCDD | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - en fonction dans une autre personne morale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| . Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| . Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| 3 - CONTRATS AIDES | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (4 + 5) | | | | | | | 81,4 | 75,97 | 0 |
| 4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT | | | | | | | 81,4 | 75,97 | 0 |
| * Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État) | | | | | | | 75,8 | 75,97 | 0 |
| * Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État) | | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| * Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État) | | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| * Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État) | | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| 5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES | | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| * Agents mis à disposition de l'organisme et non remboursés à la collectivité ou organisme employeur | | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| * Agents mis à disposition de l'organisme et remboursés à la collectivité ou organisme employeur | | | | | | | 0 | 0 | 0 |

Tableau 1 - EPSCP
Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget rectificatif 2017

| POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT | | | (A) | (B) | (C) = (A) + (B) |
|--|--------------------|------------|------------------------------------|-----------------------------------|--|
| | | | Emplois sous plafond Etat * | Emplois financés hors SCSP | Global |
| | | | En ETPT | En ETPT | |
| Catégories d'emplois | Nature des emplois | | | | |
| | Permanents | Titulaires | | | |
| | | CDI | | | |
| Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs | Non permanents | CDD | 7,0 | 1,4 | 8,4 |
| S/total EC | | | 7,0 | 1,4 | 8,4 |
| Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS) | | | | | - |
| BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service) | Permanents | Titulaires | 3,8 | | 3,8 |
| | | CDI | 15,4 | | 15,4 |
| | Non permanents | CDD | 1,7 | 11,3 | 13,0 |
| S/total Biatss | | | 20,9 | 11,3 | 32,2 |
| Totaux | | | 27,9 (1) | 12,7 | 40,6 |
| Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat | | | | | Plafond global des emplois voté par le CA (2) ** |

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| DEPENSES | | | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|-----------------|
| | BI - Montants | | BR - Montants | | Ecart BR-BI | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 2 210 710 | 2 210 710 | 2 230 711 | 2 230 711 | 20 001 | 20 001 |
| <i>dont contributions employeur au CAS Pension</i> | | | | | | |
| Fonctionnement et intervention | 1 938 711 | 1 948 204 | 2 058 665 | 1 976 330 | 119 954 | 28 126 |
| Investissement | 497 000 | 497 000 | 319 982 | 319 982 | -177 018 | -177 018 |
| le cas échéant, sur autorisation du contrôleur budgétaire, une ou plusieurs enveloppes* destinées à des contrats de recherche : personnel fonctionnement investissement | | | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES AE - CP | 4 646 421 | 4 655 914 | 4 609 358 | 4 527 023 | -37 063 | -128 891 |
| SOLDE BUDGETAIRE (excédent) | | | | 209 216 | | 468 216 |

| RECETTES | | | |
|------------------|------------------|----------------|---|
| BI - Montants | BR - Montants | Ecart BR-BI | |
| 4 396 914 | 4 445 539 | 48 625 | Recettes globalisées |
| 1 681 545 | 1 668 267 | -13 278 | Subvention pour charges de service public |
| 45 822 | 45 822 | 0 | Autres financements de l'Etat |
| | | | Fiscalité affectée |
| 391 075 | 465 865 | 74 790 | Autres financements publics |
| 2 278 472 | 2 265 585 | -12 887 | Recettes propres |
| 0 | 290 700 | 290 700 | Recettes fléchées* |
| | | | Financements de l'Etat fléchés |
| 0 | 290 700 | 290 700 | Autres financements publics fléchés |
| | 0 | | Recettes propres fléchées |
| 4 396 914 | 4 736 239 | 339 325 | TOTAL DES RECETTES |
| 259 000 | | | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) |

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

TABLEAU 3
Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

| Budget | DEPENSES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|---------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|------------------------|---------------|-------------------------------|----------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|------------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|-----------------|
| | BI - Personnel | | BR - Personnel | | Ecart - Personnel | | BI - Fonctionnement | | BR - Fonctionnement | | Ecart - Fonctionnement | | Intervention (le cas échéant) | | BI - Investissement | | BR - Investissement | | Ecart - Investissement | | BI - Total | | BR - Total | | Ecart - Total | |
| | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE = CP | AE (A) | CP (B) | AE (A) | CP (B) | AE (A) | CP (B) |
| D101 - Formation initiale et continue niveau licence | 490 842 | 490 842 | 492 842 | 492 842 | 2 000 | 2 000 | 45 000 | 45 000 | 45 000 | 45 000 | 0 | 0 | | | | | | | 0 | 0 | 535 842 | 535 842 | 537 842 | 537 842 | 2 000 | 2 000 |
| D102 - Formation initiale et continue niveau master | 582 118 | 582 118 | 590 225 | 590 225 | 8 107 | 8 107 | 337 388 | 337 388 | 332 729 | 332 729 | -4 659 | -4 659 | | | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 0 | 0 | 922 006 | 922 006 | 925 454 | 925 454 | 3 448 | 3 448 |
| D103 - Formation initiale et continue niveau doctorat | | | | | 0 | 0 | | | | | 0 | 0 | | | | | | | 0 | 5 330 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D105 - Bibliothèques et documentation | 273 099 | 273 099 | 273 810 | 273 810 | 711 | 711 | 131 800 | 131 800 | 134 800 | 134 800 | 3 000 | 3 000 | | | 16 000 | 16 000 | 21 330 | 21 330 | 5 330 | 0 | 420 899 | 420 899 | 429 940 | 429 940 | 9 041 | 9 041 |
| D111 - Recherche universitaire | 197 806 | 197 806 | 207 989 | 207 989 | 10 183 | 10 183 | 183 745 | 183 745 | 177 945 | 177 945 | -5 800 | -5 800 | | | | | | | 0 | 0 | 381 551 | 381 551 | 385 934 | 385 934 | 4 383 | 4 383 |
| D113 - Diffusion des savoirs et musées | | | | | 0 | 0 | | | | | 0 | 0 | | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D114 - Immobilier | 25 939 | 25 939 | 25 939 | 25 939 | 0 | 0 | 220 500 | 220 500 | 219 500 | 219 500 | -1 000 | -1 000 | | | | | | | 0 | -182 348 | 246 439 | 246 439 | 245 439 | 245 439 | -1 000 | -1 000 |
| D115 - Pilotage et support | 640 906 | 640 906 | 639 906 | 639 906 | -1 000 | -1 000 | 756 576 | 766 068 | 872 859 | 790 523 | 116 283 | 24 455 | | | 478 500 | 478 500 | 296 152 | 296 152 | -182 348 | 0 | 1 875 982 | 1 885 474 | 1 808 917 | 1 726 581 | -67 065 | -158 893 |
| Etudiants | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| D201 - Aides directes aux étudiants | | | | | | | 213 203 | 213 203 | 225 333 | 225 333 | 12 130 | 12 130 | | | | | | | 0 | 0 | 213 203 | 213 203 | 225 333 | 225 333 | 12 130 | 12 130 |
| D202 - Aides indirectes | | | | | | | | | | | 0 | 0 | | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives | | | | | | | 50 500 | 50 500 | 50 500 | 50 500 | 0 | 0 | | | | | | | 0 | -177 018 | 50 500 | 50 500 | 50 500 | 50 500 | 0 | 0 |
| TOTAL | 2 210 710 | 2 210 710 | 2 230 711 | 2 230 711 | 20 001 | 20 001 | 1 938 712 | 1 948 204 | 2 058 666 | 1 976 330 | 119 954 | 28 126 | 0 | 0 | 497 000 | 497 000 | 319 982 | 319 982 | -177 018 | -177 018 | 4 646 422 | 4 655 914 | 4 609 359 | 4 527 023 | -37 063 | -128 891 |

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

| Budget | Recettes de l'organisme | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|---|----------------|------------------------------------|-------------------------------------|----------------|-----------------------|--------------------------|----------|----------------------------------|-----------------------------------|---------------|-----------------------|------------------------|---------------|-------------------------------------|--------------------------------------|----------|--|---|----------|--------------------------------|---------------------------------|----------|------------|-------------|------------------|------------------|----------------|---------|
| | Recettes globalisées | | | | | | | | | | | | Recettes fléchées | | | | | | | | | | | | Total - BI | Total - BR1 | Ecart | | | |
| | Subvention pour charges de service public - BI | Subvention pour charges de service public - BR1 | Ecart | Autres financements de l'Etat - BI | Autres financements de l'Etat - BR1 | Ecart | Fiscalité affectée BI | Fiscalité affectée - BR1 | Ecart | Autres financements publics - BI | Autres financements publics - BR1 | Ecart | Recettes propres - BI | Recettes propres - BR1 | Ecart | Financements de l'Etat fléchés - BI | Financements de l'Etat fléchés - BR1 | Ecart | Autres financements publics fléchés - BI | Autres financements publics fléchés - BR1 | Ecart | Recettes propres fléchées - BI | Recettes propres fléchées - BR1 | Ecart | | | | | | |
| Subvention pour charges de service public | 1 681 545 | 1 668 267 | -13 278 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 681 545 | 1 668 267 | -13 278 | | |
| Droits d'inscription | | | | | | | | | | | | | 1 780 200 | 1 790 690 | 10 490 | | | | | | | | | | | | | 1 780 200 | 1 790 690 | 10 490 |
| Formation continue, diplômes propres et VAE | | | | | | | | | | | | | 391 841 | 333 867 | -57 974 | | | | | | | | | | | | | 391 841 | 333 867 | -57 974 |
| Taxe d'apprentissage | | | | | | | | | | | | | 40 000 | 40 000 | 0 | | | | | | | | | | | | | 40 000 | 40 000 | 0 |
| Contrats et prestations de recherche hors ANR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Valorisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| ANR investissements d'avenir | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| ANR hors investissements d'avenir | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 111 310 | 139 533 | 28 223 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 216 334 | 216 334 | 0 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres | | | | 45 822 | 346 522 | 300 700 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 63 431 | 75 598 | 12 167 |
| Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs | | | | | | | | | | | | | 0 | 9 000 | 9 000 | | | | | | | | | | | | | 0 | 9 000 | 9 000 |
| Autres recettes | | | | | | | | | | | | | 66 431 | 116 428 | 49 997 | | | | | | | | | | | | | 66 431 | 116 428 | 49 997 |
| Total | 1 681 545 | 1 668 267 | -13 278 | 45 822 | 346 522 | 300 700 | 0 | 0 | 0 | 391 075 | 431 465 | 40 390 | 2 278 472 | 2 289 985 | 11 513 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 396 914 | 4 736 239 | 339 325 | |

La liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur

| | |
|--------------------------------|----------|
| SOLDE BUDGETAIRE BI (Déficit) | -259 000 |
| SOLDE BUDGETAIRE BR (Excédent) | 209 216 |

Tableau 4 - EPSCP
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| Besoins (utilisation des financements) | | | | Financements (couverture des besoins) | | | |
|---|----------------|----------------|------------------|---------------------------------------|----------------|------------------|--|
| | BI | BR | Ecart BR-BI | BI | BR | Ecart BR-BI | |
| Solde budgétaire (déficit) * | 259 000 | - | - 259 000 | | 209 216 | 209 216 | Solde budgétaire (excédent) * |
| <i>dont solde budgétaire budget principal</i> | | | - | | | - | <i>dont solde budgétaire budget principal</i> |
| <i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i> | | | - | | | - | <i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i> |
| <i>dont solde budgétaire FU</i> | | | - | | | - | <i>dont solde budgétaire FU</i> |
| <i>dont solde budgétaire BAI</i> | | | - | | | - | <i>dont solde budgétaire BAI</i> |
| <i>dont solde budgétaire SIE</i> | | | - | | | - | <i>dont solde budgétaire SIE</i> |
| | | | - | | | - | |
| Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements | - | | - | | - | - | Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements |
| | | | - | | | - | |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice) | 137 100 | 138 137 | 1 037 | 137 100 | 138 137 | 1 037 | Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice) |
| | | | - | | | - | |
| Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) | - | 29 641 | 29 641 | | 29 641 | 29 641 | Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) |
| | | | - | | | - | |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1) | 396 100 | 167 778 | - 228 322 | 137 100 | 376 994 | 239 894 | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2) |
| Variation de trésorerie (abondement) | | 209 216 | 209 216 | 259 000 | | - 259 000 | Variation de trésorerie (prélèvement) |
| | | | - | | | - | |
| <i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i> | <i>40 000</i> | <i>250 700</i> | <i>210 700</i> | | | | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i> |
| | | | - | | | - | |
| <i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i> | | | - | <i>219 000</i> | <i>41 484</i> | <i>- 177 516</i> | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i> |
| | | | - | | | - | |
| | | | - | | | - | |
| TOTAL DES BESOINS | 396 100 | 376 994 | - 19 106 | 396 100 | 376 994 | - 19 106 | TOTAL DES FINANCEMENTS |

Opérations budgétaires

Opérations ayant un impact sur la trésorerie

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),
- se décompose en (a) et (d),
- s'explique par D, (b), (c), (e).

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

Décomposition de la variation de trésorerie

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)
*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

SAIC : service d'activités industrielles et commerciales
FU : fondation universitaire
BAI : budget annexe immobilier
SIE : service inter-établissements

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé | BI - Prévisions décaissements (c1) | BR - Prévisions décaissements (c1) | Ecart BR-BI | BI -Prévisions encaissements (c2) | BR -Prévisions encaissements (c2) | Ecart BR-BI |
|--|------------|----------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------|
| Dispositifs d'intervention pour le compte de tiers | C 467 | Bourses explo'ra Sup | 119 500 | 119 500 | - | 119 500 | 119 500 | - |
| | C 467 | Bourses AMI | 17 600 | 17 600 | - | 17 600 | 17 600 | - |
| | Sous-total | | 137 100 | 137 100 | - | 137 100 | 137 100 | - |
| Opérations liées à la TVA | C 445 | TVA | - | 1 037 | 1 037 | - | 1 037 | 1 037 |
| TOTAL | | | 137 100 | 138 137 | 1 037 | 137 100 | 138 137 | 1 037 |

Repris au tableau "Équilibre financier" (tableau 4)

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Tableau 6 - EPSCP
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Montants BI | Montants BR | Ecart BR-BI | PRODUITS | Montants BI | Montants BR | Ecart BR-BI |
|---|------------------|------------------|---------------|--|------------------|------------------|---------------|
| Personnel <i>dont charges de pensions civiles*</i> | 2 210 710 | 2 230 711 | 20 001 | Subventions de l'Etat | 1 681 545 | 1 668 267 | -13 278 |
| | | | | Fiscalité affectée | | | |
| Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention | 2 285 204 | 2 313 330 | 28 126 | Autres subventions | 436 897 | 511 687 | 74 790 |
| | | | | Autres produits | 2 377 472 | 2 364 585 | -12 887 |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 4 495 914 | 4 544 041 | 48 127 | TOTAL DES PRODUITS (2) | 4 495 914 | 4 544 539 | 48 625 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | | 498 | 498 | Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL EQUILIBRE (1) + (3) = (2) + (4) | 4 495 914 | 4 544 539 | 48 625 | TOTAL EQUILIBRE (1) + (3) = (2) + (4) | 4 495 914 | 4 544 539 | 48 625 |

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

| | Montants BI | Montants BR | Ecart BR-BI |
|---|----------------|----------------|-------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)) | 0 | 498 | 498 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 337 000 | 337 000 | 0 |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | | | |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | |
| - quote-part des subventions d'investissement virée au résultat | 99 000 | 99 000 | 0 |
| = CAF ou IAF* | 238 000 | 238 498 | 498 |

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Montants BI | Montants BR | Ecart BR-BI | RESSOURCES | Montants BI | Montants BR | Ecart BR-BI |
|---|----------------|----------------|-----------------|---|----------------|----------------|----------------|
| Insuffisance d'autofinancement* | | | | Capacité d'autofinancement* | 238 000 | 238 498 | 498 |
| | | | | Financement de l'actif par l'État | | | |
| Investissements | 497 000 | 319 982 | -177 018 | Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat | | 290 700 | |
| | | | | Autres ressources | | | |
| Remboursement des dettes financières | | | | Augmentation des dettes financières | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 497 000 | 319 982 | -177 018 | TOTAL DES RESSOURCES (6) | 238 000 | 529 198 | 291 198 |
| APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5) | | 209 216 | 468 216 | PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5) | 259 000 | | |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | Montants BI (1) | Montants BR (2) | Ecart BR-BI |
|--|-----------------|-----------------|-------------|
| Variation FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8) | -259 000 | 209 216 | 468 216 |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT | 0 | 0 | 0 |
| Variation TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) | -259 000 | 209 216 | 468 216 |
| FONDS DE ROULEMENT FINAL | 1 078 055 | 1 662 885 | 584 830 |
| BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT FINAL | -756 864 | -718 751 | 38 113 |
| TRESORERIE FINALE | 2 011 076 | 2 381 636 | 370 560 |

Pour mémoire :

FR au 31/12/2017 (compte financier arrêté)

1 453 669

BFR au 31/12/2017 (compte financier arrêté)

-718 751

Tésorerie au 31/12/2017 (compte financier arrêté)

2 172 420

(1) Montants évaluatifs lors du BI (exercice 2017 non encore arrêté)

(2) Montants prévisionnels sur la base du compte financier 2017

Tableau 7- EPSCP
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre | TOTAL Variation de la trésorerie annuelle |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--|
| (1) SOLDE INITIAL (début de mois) | 2 172 420 | 2 355 418 | 2 284 076 | 2 215 209 | 2 490 134 | 2 188 360 | 1 766 546 | 2 049 419 | 1 905 176 | 1 968 717 | 2 826 967 | 2 665 631 | |
| ENCAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes budgétaires globalisées | 446 100 | 166 226 | 105 268 | 501 259 | 28 765 | 107 509 | 653 545 | 6 335 | 311 552 | 1 133 354 | 261 909 | 723 718 | 4 445 539 |
| Subvention pour charges de service public | 410 587 | | | 410 587 | | | 558 423 | | | 239 304 | | 49 366 | 1 668 267 |
| Autres financements de l'Etat | | | | | | | 39 402 | | 6 420 | | | | 45 822 |
| Fiscalité affectée | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Autres financements publics | | | | 2 917 | 2 331 | 63 806 | 5 390 | | | | 7 556 | 383 865 | 465 865 |
| Recettes propres | 35 513 | 166 226 | 105 268 | 87 755 | 26 434 | 43 703 | 50 330 | 6 335 | 305 132 | 894 050 | 254 353 | 290 487 | 2 265 585 |
| Recettes budgétaires fléchées | 0 | 0 | 290 700 | 0 | 290 700 |
| Financements de l'Etat fléchés | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Autres financements publics fléchés | | | 290 700 | | | | | | | | | | 290 700 |
| Recettes propres fléchées | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Opérations non budgétaires | 0 |
| Emprunts : encaissements en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Prêts : encaissements en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | | | | |
| Opérations gérées en comptes de tiers : | 24 896 | 7 000 | 3 746 | 436 | 12 600 | 0 | 57 656 | 0 | 0 | 0 | 0 | 61 444 | 167 778 |
| TVA encaissée | 1 037 | | | | | | | | | | | | 1 037 |
| Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements | | 5 400 | | | 12 600 | | 57 656 | | | | | 61 444 | 137 100 |
| Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de | 23 859 | 1 600 | 3 746 | 436 | | | | | | | | | 29 641 |
| A. TOTAL | 470 996 | 173 226 | 399 714 | 501 695 | 41 365 | 107 509 | 711 201 | 6 335 | 311 552 | 1 133 354 | 261 909 | 785 162 | 4 904 017 |
| DECAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses liées à des recettes globalisées | 270 398 | 241 930 | 468 581 | 226 771 | 343 139 | 529 322 | 406 044 | 150 578 | 231 412 | 275 104 | 414 945 | 928 799 | 4 487 023 |
| Personnel | 199 126 | 174 986 | 181 005 | 155 266 | 200 143 | 277 151 | 281 285 | 147 456 | 127 317 | 125 750 | 98 627 | 262 599 | 2 230 711 |
| Fonctionnement | 58 283 | 66 944 | 286 742 | 71 505 | 120 997 | 241 666 | 100 981 | 3 122 | 88 890 | 119 975 | 311 383 | 505 843 | 1 976 330 |
| Intervention | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Investissement | 12 989 | | 834 | | 21 999 | 10 506 | 23 778 | | 15 205 | 29 379 | 4 935 | 160 357 | 279 982 |
| Dépenses liées à des recettes fléchées | 0 | 40 000 | 40 000 |
| Personnel | | | | | | | | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | | | | | | | | |
| Intervention | | | | | | | | | | | | | |
| Investissement | | | | | | | | | | | | 40 000 | 40 000 |
| Opérations non budgétaires | 0 |
| Emprunts : remboursements en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Prêts : décaissements en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | | | | |
| Opérations gérées en compte de tiers : | 17 600 | 2 637 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 284 | 0 | 16 599 | 0 | 8 300 | 100 358 | 167 778 |
| TVA décaissée | | 1 037 | | | | | | | | | | | 1 037 |
| Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissement | 17 600 | | | | | | 22 284 | | 16 599 | | 8 300 | 72 317 | 137 100 |
| Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de | | 1 600 | | | | | | | | | | 28 041 | 29 641 |
| B. TOTAL | 287 998 | 244 567 | 468 581 | 226 771 | 343 139 | 529 322 | 428 328 | 150 578 | 248 011 | 275 104 | 423 245 | 1 069 157 | 4 694 801 |
| (2) SOLDE DU MOIS = A - B | 182 998 | -71 341 | -68 867 | 274 924 | -301 774 | -421 814 | 282 873 | -144 243 | 63 541 | 858 250 | -161 336 | -283 995 | 209 216 |
| SOLDE CUMULE (1) + (2) | 2 355 418 | 2 284 076 | 2 215 209 | 2 490 134 | 2 188 360 | 1 766 546 | 2 049 419 | 1 905 176 | 1 968 717 | 2 826 967 | 2 665 631 | 2 381 636 | |

IEP DE LYON
Budget Rectificatif 1 - 2018

Tableau 8 - EPSCP
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | Antérieures à N non dénouées | N (BR1) | N+1 | N+2 | N+3 |
|--|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------|
| Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a) | | - 43 509 | 207 191 | - 43 509 | - |
| Recettes fléchées (b) | 2 034 900 | 290 700 | 272 500 | 308 900 | - |
| Financements de l'État fléchés | | | | | |
| Autres financements publics fléchés * | 2 034 900 | 290 700 | 272 500 | 308 900 | |
| Recettes propres fléchées | | | | | |
| Dépenses sur recettes fléchées (c) | 2 078 409 | 40 000 | 523 200 | 265 391 | - |
| Personnel | | | | | |
| AE=CP | | | | | |
| Fonctionnement et intervention | | | | | |
| AE | | | | | |
| CP | | | | | |
| Investissement | 2 078 409 | 40 000 | 523 200 | 265 391 | |
| AE | | | | | |
| CP | | | | | |
| Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c) | - 43 509 | 250 700 | - 250 700 | 43 509 | - |
| Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (c) | - 43 509 | 207 191 | - 43 509 | - | - |

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

| Opérations | Montant de l'opération (1) | Autorisations d'engagement | | | | | Crédits de paiement | | | | | Restes | |
|---|-------------------------------|---|---|---|---|---|--|--|--|--|--|--|---|
| | | AE ouvertes au titre des années antér. (2) | AE consommées au titre des années antér. (3) | AE reportées ou reprogr. en année n (4)<=(2)-(3) | AE nouvelles ouvertes en année n (5) | Total des AE ouvertes pour l'année n (6) = (4)+(5) | CP ouverts au titre des années antér. (7) | CP consommés au titre des années antér. (8) | CP reportés ou reprogr. en année n (9)<=(7-8) | CP nouveaux ouverts en année n (10) | Total des CP ouverts pour l'année n (11)=(9)+(10) | Restes à engager en fin d'année n (AE) (12)=(1)-(3)-(6) | Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP) (13)=(3)+(6)-(8)-(11) |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | | | | | | | | |
| Contrats de recherche | | | | | | | | | | | | | |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | | | | | | | | |
| Contrats de form. continue | | | | | | | | | | | | | |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | 2 292 776 | | | | | | | | | | | |
| Contrats d'enseignement | | | | | | | | | | | | | |
| Plan Campus | 2 907 000 | 2 642 142 | 2 078 409 | 0 | 40 000 | 40 000 | 2 642 142 | 2 078 409 | 0 | 40 000 | 40 000 | 788 591 | 0 |
| Immobilier - GER 2018-2022 | 137 450 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 137 450 | 0 |
| Immobilier - aménagement 2018-2022 | 458 152 | 140 000 | 0 | 128 152 | 0 | 128 152 | 140 000 | 0 | 128 152 | 0 | 128 152 | 330 000 | 0 |
| Immobilier -Fabrique 2018-2022 | 600 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 600 000 | 0 |
| Informatique - réseau -audiovisuel 2012-2022 | 1 097 174 | 679 660 | 581 174 | 0 | 62 000 | 62 000 | 679 660 | 581 174 | 0 | 62 000 | 62 000 | 454 000 | 0 |
| SPIE Communications | 5 068 | 5 069 | 1 634 | 0 | 0 | 0 | 1 634 | 1 634 | 0 | 1 623 | 1 623 | 1 811 | -1 623 |
| cm cic leasing | 100 760 | 35 266 | 35 266 | 0 | 65 494 | 65 494 | 35 266 | 35 266 | 0 | 20 152 | 20 152 | 0 | 45 342 |
| SIS Marché | 8 198 | 8 198 | 3 040 | 0 | 0 | 0 | 3 040 | 3 040 | 0 | 2 733 | 2 733 | 5 158 | -2 733 |
| Abonnement Kit Demat | 1 152 | 1 152 | 384 | 0 | 0 | 0 | 384 | 384 | 0 | 384 | 384 | 768 | -384 |
| Studapart | 10 800 | 10 800 | 3 600 | 0 | 0 | 0 | 3 600 | 3 600 | 0 | 3 600 | 3 600 | 7 200 | -3 600 |
| Apsytude | 9 470 | 9 470 | 4 570 | 0 | 0 | 0 | 4 570 | 4 570 | 0 | 4 270 | 4 270 | 4 900 | -4 270 |
| Direct Energie | 89 313 | 0 | 0 | 0 | 89 313 | 89 313 | 0 | 0 | 0 | 45 057 | 45 057 | 0 | 44 256 |
| Daltys | 2 843 | 0 | 0 | 0 | 2 843 | 2 843 | 0 | 0 | 0 | 364 | 364 | 0 | 2 479 |
| Total | 5 427 381 | 3 531 757 | 2 708 077 | 128 152 | 259 651 | 387 803 | 3 510 296 | 2 708 077 | 128 152 | 180 183 | 308 335 | 2 329 878 | 79 468 |
| pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes : | | | | | | | | | | | | | |
| Ss total personnel | | | | | | | | | | | | | |
| Ss total fonctionnement et intervention | | | | | | | | | | | | | |
| Ss total investissement | 5 427 381 | 3 531 757 | 2 708 077 | 128 152 | 259 651 | 387 803 | 3 510 296 | 2 708 077 | 128 152 | 180 183 | 308 335 | 2 329 878 | 79 468 |

B - Recettes

| Opérations | Montant de l'opération (1) | Prélèvt sur la trésorerie (14) | Financements extérieurs | | | |
|---|-------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|--|---------------------------------|---|
| | | | Montant (15)=(1)-(14) | Encaiss. au titre années antérieures (16) | Encaiss. pour l'année n (17) | Restes à encaisser (18)=(15)-(16)-(17) |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | |
| Contrats de recherche | | | | | | |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | |
| Contrats de form. continue | | | | | | |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | |
| Contrats d'enseignement | | | | | | |
| Plan Campus | 2 907 000 | | 2 907 000 | 2 034 900 | 290 700 | 581 400 |
| Immobilier - GER 2018-2022 | 137 450 | 137 450 | | | | |
| Immobilier - aménagement 2018-2022 | 626 152 | 626 152 | | | | |
| Immobilier -Fabrique 2018-2022 | 600 000 | 600 000 | | | | |
| Informatique - réseau -audiovisuel 2012-2022 | 1 097 174 | 1 097 174 | | | | |
| Programme pluriannuel d'investissement | 5 367 776 | 2 460 776 | 2 907 000 | 2 034 900 | 290 700 | 581 400 |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

| Opération | Nature | Prévission pluriannuelle | Prévission N (BI + BR) | | | | | | | | | | Prévission N+1 et suivantes | | | | | |
|--|--|---------------------------|--|--|-------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|-----------------|
| | | Coût total de l'opération | AE ouvertes les années antérieures à N | AE consommées les années antérieures à N | AE reprogrammées ou reportées en N* | AE nouvelles ouvertes en N | TOTAL des AE ouvertes en N | CP ouverts les années antérieures à N | CP consommés les années antérieures à N | CP reprogrammés ou reportés en N* | CP nouveaux ouverts en N | TOTAL des CP ouverts en N | AE prévues en N+1 | CP prévus en N+1 | AE prévues en N+2 | CP prévus en N+2 | AE prévues > N+2 | CP prévus > N+2 |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) <= (2) - (3) | (5) | (6) = (4) + (5) | (7) | (8) | (9) <= (7) - (8) | (10) | (11) = (9) + (10) | (12) | (13) | (14) | (15) | (16) | (17) |
| Dépenses d'investissement (PPI) | Plan Campus | 2 907 000 | 2 642 142 | 2 078 409 | - | 40 000 | 40 000 | 2 642 142 | 2 078 409 | - | 40 000 | 40 000 | 523 200 | 523 200 | 265 391 | 265 391 | 132 450 | 132 450 |
| | Immobilier - GER 2018-2022 | 137 450 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 5 000 | 5 000 | - | - |
| | Immobilier - aménagement 2018-2022 | 458 152 | 140 000 | - | 128 152 | - | 128 152 | 140 000 | - | 128 152 | - | 128 152 | 255 000 | 255 000 | 75 000 | 75 000 | - | - |
| | Immobilier - Fabrique 2018-2022 | 600 000 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 600 000 | 600 000 | 70 000 | 70 000 |
| | Informatique - réseau - audiovisuel 2012-2022 | 1 097 174 | 679 660 | 581 174 | - | 62 000 | 62 000 | 679 660 | 581 174 | - | 62 000 | 62 000 | 167 500 | 167 500 | 165 000 | 165 000 | 121 500 | 121 500 |
| Total Dépenses d'investissement.1 | | 5 199 776 | 3 461 802 | 2 659 583 | 128 152 | 102 000 | 230 152 | 3 461 802 | 2 659 583 | 128 152 | 102 000 | 230 152 | 945 700 | 945 700 | 1 110 391 | 1 110 391 | 323 950 | 323 950 |
| Contrats et marchés | Personnel | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fonctionnement et intervention Investissement | 227 604 | 69 955 | 48 494 | - | 157 651 | 157 651 | 48 494 | 48 494 | - | 78 183 | 78 183 | | | | | | |
| Total contrat de recherche.2 | | 227 604 | 69 955 | 48 494 | - | 157 651 | 157 651 | 48 494 | 48 494 | - | 78 183 | 78 183 | - | - | - | - | - | - |
| Contrat de formation continue | Personnel | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fonctionnement et intervention Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.3 | | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Contrat d'enseignement | Personnel | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fonctionnement et intervention Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.4 | | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Ss total personnel | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ss total fonctionnement et intervention | 227 604 | 69 955 | 48 494 | - | 157 651 | 157 651 | 48 494 | 48 494 | - | 78 183 | 78 183 | - | - | - | - | - | - |
| | Ss total investissement | 5 199 776 | 3 461 802 | 2 659 583 | 128 152 | 102 000 | 230 152 | 3 461 802 | 2 659 583 | 128 152 | 102 000 | 230 152 | 945 700 | 945 700 | 1 110 391 | 1 110 391 | 323 950 | 323 950 |
| TOTAL | | 5 427 380 | 3 531 757 | 2 708 077 | 128 152 | 259 651 | 387 803 | 3 510 296 | 2 708 077 | 128 152 | 180 183 | 308 335 | 945 700 | 945 700 | 1 110 391 | 1 110 391 | 323 950 | 323 950 |

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévissions de recettes

| Opération | Nature | Prévission | Prévission N | | Prévissions en N+1 et suivantes | | |
|--|---|----------------------------|--|--------------------------|---------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| | | Financement de l'opération | Encaissements des années antérieures à N | Encaissement prévus en N | Encaissements prévus en N+1 | Encaissements prévus en N+2 | Encaissements prévus > N+2 |
| | | (18) | (19) | (20) | (21) | (22) | (23) |
| Recettes d'investissement | Financement de l'Etat* | 2 907 000 | 2 034 900 | 290 700 | 272 500 | 308 900 | |
| | Autres financements publics** | | | | | | |
| Total PPI.1 | | 2 907 000 | 2 034 900 | 290 700 | 272 500 | 308 900 | - |
| Contrats de recherche | Financement de l'Etat* | | | | | | |
| | Autres financements publics** | | | | | | |
| Total contrat de recherche.2 | | | | | | | |
| Contrat de formation continue | Financement de l'Etat* | | | | | | |
| | Autres financements publics** | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.3 | | | | | | | |
| Contrat d'enseignement | Financement de l'Etat* | | | | | | |
| | Autres financements publics** | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.4 | | | | | | | |
| | Ss total financement de l'Etat | | | | | | |
| | Ss total autres financements publics | | | | | | |
| | Ss total autres financements | | | | | | |
| TOTAL | | 2 907 000 | 2 034 900 | 290 700 | 272 500 | 308 900 | - |

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

Tableau 11 - EPSCP
Moyens des unités mixtes de recherche

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | Moyens de l'établissement | | Moyens hors budget de l'établissement | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|----------------|---------------------------|---------|---------------------------------------|---------|-------------------|---------|---------------------|---------|---------------------|---------|--------------------|---------|-----------------|---------|------------------|---------|
| | | | | Organisme de recherche - | | Partenaire Lyon 1 | | Partenaire - Lyon 2 | | Partenaire - Lyon 3 | | Partenaire -ENSSIB | | Partenaire -ENS | | Partenaire - UJM | |
| EA(4147) ELICO | Personnel | 4 EC | Emplois | | Emplois | 5,5 | Emplois | 21,5 | Emplois | 10,5 | Emplois | 5 | Emplois | | Emplois | | Emplois |
| | Fonctionnement | 4 000 € | | | | 10 000 € | | 13 923 € | | 7 000 € | | 9 000 € | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | 3 000 € | | 1 500 € | | | | | | | |
| UMR IAO | Personnel | 3 EC | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois |
| | Fonctionnement | 5 000 € | | 25 000 € | | | | 6 328 € | | | | | | 30 700 € | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | | | 5 000 € | | | |
| UMR 2 TRIANGLE | Personnel | 18 EC | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois |
| | Personnel | | | | | | | 5 000 € | | | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 27 000 € | | NC | | | | 47 436 € | | | | | | 101 300 € | | 10 146 € | |
| | Investissement | | | | | | | 5 676 € | | | | | | 6 000 € | | | |

Tableau de synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | BR1 2018 | |
|--|--|------------------|----------------|
| Stocks initiaux | 1 Niveau initial de restes à payer | 232 354 | |
| | 2 Niveau initial du fonds de roulement (CF 2017) | 1 453 669 | |
| | 3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement | -718 751 | |
| | 4 Niveau initial de la trésorerie | 2 172 420 | |
| | 4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée | -43 509 | |
| 4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée | 2 215 929 | | |
| Flux de l'année | 5 Autorisations d'engagement | 4 609 358 | |
| | 6 Résultat patrimonial | 498 | |
| | 7 Capacité d'autofinancement (CAF) | 238 498 | |
| | 8 Variation du fonds de roulement | 209 216 | |
| | 9 Opérations bilancielle non budgétaires | SENS | 0 |
| | Nouvel emprunt / remboursement de prêt | + / - | |
| | Remboursement d'emprunt / prêt accordé | + | |
| | Cautionnements et dépôts | - | |
| | 10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires | SENS | 0 |
| | Variation des stocks | + / - | |
| | Production immobilisée | + | |
| | Annul. recettes ex. ant / Charges sur créances irrécouvrables | - | |
| | Produits divers de gestion courante | + | |
| | 11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires | SENS | 0 |
| | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des op. sur exercices antérieurs | + / - | |
| | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des op. de l'exercice en cours | + / - | |
| | Ecart entre les charges / immos et les décaissements relatifs à des op. sur exercices antérieurs | + / - | |
| | Ecart entre les charges / immos et les décaissements relatifs à des op. de l'exercice en cours | + / - | |
| | 12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11 | | 209 216 |
| | 12.a Recettes budgétaires | | 4 736 239 |
| 12.b Crédits de paiement ouverts | | 4 527 023 | |
| 13 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers | | 0 | |
| 14 Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers | | 0 | |
| 15 Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14 | | 209 216 | |
| 15.a dont variation de la trésorerie fléchée | | 250 700 | |
| 15.b dont variation de la trésorerie non fléchée | | -41 484 | |
| 16 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14 | | 0 | |
| 17 Restes à payer | | 82 335 | |
| Stocks finaux | 18 Niveau final de restes à payer | 314 689 | |
| | 19 Niveau final du fonds de roulement | 1 662 885 | |
| | 20 Niveau final du besoin en fonds de roulement | -718 751 | |
| | 21 Niveau final de la trésorerie | 2 381 636 | |
| | 21.a dont niveau final de la trésorerie fléchée | 207 191 | |
| 21.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée | 2 174 445 | | |

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale



Modalités de remboursement des frais de déplacement temporaire pris en charge par l'IEP sur l'année 2018 (1^{er} septembre au 31 décembre)

Vu le code de l'Éducation,
Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université,
Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,
Vu l'arrêté du 20 décembre 2013 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 et portant politique des voyages des personnels civils des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Vu la délibération n°15-20180302 du conseil d'administration du 2 mars 2018 relative aux modalités de remboursement des frais de déplacement temporaires pris en charge par l'IEP sur l'année 2018,
Vu la délibération n°16-20180302 du conseil d'administration du 2 mars 2018 relative au marché public de prestation de service voyages et hébergement,

Exposé des motifs :

Le taux de remboursement hébergement repose sur un décret fixant le cadre général de règlement des frais de mission. L'IEP de Lyon a mis en place par délibération de son conseil d'administration du 2 mars 2018 le recours à un marché de prestations de voyage et d'hébergement.

Le taux de remboursement des frais d'hébergement en métropole sont les suivants. Dans le cadre du marché prestation de voyage, y compris lorsque le prestataire n'est pas en mesure de fournir la prestation et que le missionnaire apporte la preuve, les taux de remboursement des frais de nuitées sont fixés comme suit :

- 120 € pour Paris,
- 90 € pour les communes de plus de 200 000 habitants,
- 70 € pour les autres communes.

En dehors du marché, le remboursement est de 60 € conformément à l'arrêté. Le niveau de remboursement est le même sur l'ensemble du territoire. Cette disposition s'applique pour l'année 2018.

En aucun cas, il ne pourra être remboursé de somme supérieure aux frais réels engagés par l'agent.

Les modalités de remboursement proposé permettent de concilier :

- Le respect de la réglementation par le recours aux marchés (article 5 du décret),
- La couverture des frais de missions effectifs nécessaires à l'activité des missionnaires,
- La simplification des démarches des missionnaires et de l'administration (réservation en ligne, pas d'avance de frais)
- La maîtrise des coûts des missions.

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré a approuvé les modalités de remboursement des prestations d'hébergement dans le cadre de la mise en place du marché de prestation de service voyages et hébergement.

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 20

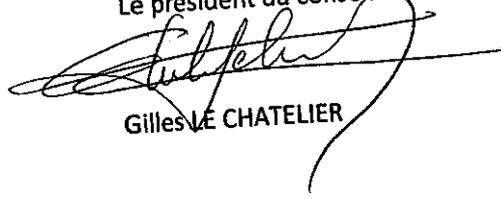
Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration



Gilles LE CHATELIER



Tarifs d'inscription en formation initiale pour l'année universitaire 2018-2019
Ajouts

Vu le code de l'Éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université,

Vu la délibération n° 4-20180302 du conseil d'administration du 2 mars 2018 relative aux tarifs d'inscription en formation initiale pour l'année universitaire 2018-2019,

Vu la délibération n° 13-20180618 du conseil d'administration du 18 juin 2018 relative aux tarifs d'inscription en formation initiale pour l'année universitaire 2018-2019,

Exposé des motifs :

L'IEP propose des diplômes d'établissement sur des aires culturelles. La scolarité des DE est prévue sur un ou deux ans.

Le DEMEOC (diplôme d'établissement sur le monde extrême –oriental contemporain) ne bénéficiait pas jusqu'alors de cette possibilité. Il est proposé de permettre aux étudiantes et étudiants intéressés de suivre la scolarité du DEMEOC sur un an, et de voter les tarifs y afférent.

Dans la mesure où la scolarité du DEMEOC est proche de celle du DEMAC (monde arabe contemporain), il est proposé d'adopter les mêmes tarifs :

| DE sur le Monde Extrême-Oriental Contemporain | |
|---|---------|
| • Etudiants du diplôme IEP | 315.00€ |
| • Etudiants de Lyon 2 | 435.75€ |
| • Etudiants externes | 493.50€ |
| • Etudiants du diplôme IEP (1 an) | 630.00€ |
| • Etudiants de Lyon 2 (1 an) | 871.50€ |
| • Etudiants externes (1 an) | 987.00€ |

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré a approuvé les tarifs d'inscription en formation initiale pour l'année 2018-2019.

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 20

Pour : 20

Contre :

Abstention :

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



— SCIENCES
— PO — LYON

CA du 21 septembre 2018

Délibération n° 5-20180921

Diplômes d'établissement relatif à une aire culturelle : modalités d'annulation d'inscription

Vu le code de l'Éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université,

Exposé des motifs :

L'IEP propose sept diplômes d'établissement sur des aires culturelles. Certains étudiants souhaitent renoncer à cette formation après le début des enseignements.

La direction de l'établissement propose donc de définir explicitement la période au cours de laquelle une annulation de cette inscription est possible et donc un remboursement des droits d'inscription opéré.

Il est proposé d'accepter les demandes d'annulation formulées par écrit dans les 15 jours suivant le début des conférences de méthode. Au-delà de ce délai, aucune annulation et donc aucun remboursement des droits d'inscription n'est possible.

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré a approuvé les modalités d'annulation d'inscription à un diplôme d'établissement.

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 20

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



Liste des fonctions ouvrant droit aux primes de responsabilité pédagogique et plafonds applicables par fonction

Vu le code de l'éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université,

Vu le décret n° 99-855 du 4 octobre 1999 instituant une prime de responsabilités pédagogiques dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré a approuvé la liste des fonctions ouvrant droit aux primes de responsabilité pédagogique et les plafonds applicables par fonction tels que détaillés dans le document joint en annexe.

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 20

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration

Gilles Le Chatelier



LISTE DES RESPONSABILITES OUVRANT DROIT AUX PRIMES DE RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES ET PLAFONDS APPLICABLES PAR FONCTION

Liste définie en application du décret n° 99-855 du 4 octobre 1999 instituant une prime de responsabilités pédagogiques dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

CADRE DE DEFINITION DES RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES OUVRANT DROIT A LA PRIME

La liste est définie en cohérence avec les activités pédagogiques prises en compte dans le référentiel des activités d'encadrement et d'appui des enseignants-chercheurs.

Elle est permet de valoriser les activités pédagogiques assumées par les enseignants du second degré en exercice dans l'établissement.

Le temps de travail pris en compte pour déterminer des équivalences horaires est le temps de travail applicable dans la fonction publique d'Etat, soit 1 607 heures de travail effectif.

Sur cette base et conformément au I de l'article 7 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié, une heure de travaux dirigés en présence d'étudiants correspond à 4,2 heures de travail effectif et une heure de travail effectif équivaut à 0,24 heure de travaux dirigés.

Les activités valorisées sont comptabilisées en HETD, le montant de la prime de responsabilités pédagogiques ne peut être inférieur à douze fois ni supérieur à quatre-vingt-seize fois le taux de l'heure complémentaire (HETD).

Les bénéficiaires d'une prime de responsabilités pédagogiques peuvent être autorisés à convertir, pour tout ou partie, leur prime en décharge de service, par décision du chef d'établissement, selon des modalités définies par le conseil d'administration. Les bénéficiaires de décharges de service obtenues en application de ce dispositif ne peuvent être autorisés à effectuer des enseignements complémentaires.

La valorisation d'une activité en tant que responsabilité pédagogique implique le contrôle de sa bonne exécution par le directeur.

La liste des responsabilités pédagogiques ouvrant droit à la prime, la liste des bénéficiaires et le montant de la prime sont fixés, chaque année, par le directeur sur proposition du conseil d'administration. Les instances consultées se prononcent sur les mesures individuelles en formation restreinte aux enseignants, enseignants-chercheurs et personnels assimilés.

DESCRIPTION DES ACTIVITES A PRENDRE EN COMPTE

I. INNOVATION PEDAGOGIQUE

- a) Projet pédagogique innovant : sur appel à projet

II. ENSEIGNEMENT A DISTANCE

- Production de supports de formation : En ce qui concerne IEPEL, le nombre de supports et la date de livraison sont prévus dans le « contrat » du formateur par le responsable pédagogique.
- Actualisation des supports de formation : En ce qui concerne IEPEL, l'opportunité est appréciée par le responsable pédagogique suite à proposition du formateur
- correction copies
- animation forum en ligne
- tutorat/suivi d'activité

III. ACTIVITES D'ENCADREMENT D'ETUDIANTS EN FI, FC, ALT, VAE

- a) Encadrement de stages :
- Rendez-vous réguliers avec le stagiaire (stages longs uniquement) et échanges par mails en fonction des besoins
 - Contacts avec l'entreprise, l'association ou l'administration d'accueil au démarrage du stage, au cours du stage et à la fin du stage
 - Co-validation des missions
 - Organisation de soutenance si le règlement des études en prévoit (stages longs uniquement)
 - Transmission des supports d'évaluation aux responsables des stages du Pôle Formation Continue et Insertion Pro et au gestionnaire de la spécialité (scolarité)
- b) Encadrement de projet tuteuré
- Suivi individuel ou collectif de projet
 - Rendez-vous avec le commanditaire lorsque le projet fait l'objet d'une commande
 - Evaluation intermédiaire et finale du projet
 - Relecture et correction du rapport avant envoi au commanditaire
 - Organisation d'une restitution
- c) Organisation visites pédagogiques – voyages d'études
- Prise de contact et organisation avec la structure visitée
 - Préparation de la journée ou demi-journée avec les étudiant.e.s
 - Participation à la journée ou demi-journée
- d) Préparation aux épreuves orales des concours
- e) Participation aux oraux de recrutement dans le diplôme IEP
- f) CF concernant des amphes de plus de 150 étudiants
- charge de correction de copies
- g) Prise en charge d'enseignements sur les deux campus

IV. RESPONSABILITE STRUCTURES OU MISSIONS PEDAGOGIQUES

- a) Responsabilité pédagogique de DE.
- Arrêter, avant le 1er juillet précédant l'année universitaire, la liste des enseignants

- Participer aux journées de rentrées ou d'informations (Réunion de rentrée des 1ère année et 2ème année)
 - Développer – en lien avec la directrice de la formation continue et de l'insertion professionnelle – la formation continue
 - Suivre la progression des étudiants
 - Participer aux commissions pédagogiques
 - Participer à la commission de recrutement des professeurs invités
 - Assurer la communication – en lien avec le service dédié – des formations
- b) Responsabilité pédagogique de spécialité de 5^{ème} année ou de master
- Arrêter avant le 1er juillet la liste des enseignements et le nombre d'heures
 - Participer aux journées de rentrée ou d'informations (forum des métiers)
 - Contrôler en relation avec la scolarité la réalisation des enseignements
 - Réaliser le suivi des stages et des apprenants au titre de la formation continue en lien avec les responsables des stages 5A et suivi des FC du pôle FCIP
 - Réaliser le recrutement des étudiants (entretiens) et les accompagner dans la recherche de leurs stages ou contrats
 - Participer au recrutement des apprenants au titre de la formation continue
 - Participer aux commissions pédagogiques et assurer le suivi des étudiants
 - Animer le réseau de partenaires en lien avec la directrice du pôle FCIP : organisation d'événements (par exemple, forum métiers, colloques,...)
 - Participer aux jurys
- c) Responsabilité pédagogique RI –Aire culturelle
- Co-organiser les jurys de mobilité
 - Participer aux jurys de mobilité
 - Assurer une veille des partenariats dans l'aire de responsabilité et faire remonter au Directeur de la stratégie et des partenariats internationaux et au Directeur des Etudes –Mobilité internationale les résultats de cette veille
 - Participer aux réunions d'accueil des étudiants internationaux
 - Participer au jury de 3^{ème} année
- d) Responsabilité pédagogique du sport
- Organiser l'inscription des étudiants de l'IEP aux cours de sport proposés par les SUAPS de Lyon2 et de l'UJM
 - Assurer l'interface entre l'IEP et le SUAPS de Lyon2 et de l'UJM (1^{er} et 2^{ème} cycles)
 - Assurer des permanences et le suivi pédagogiques des étudiants de l'IEP
 - Participer aux jurys de 1^{ère} et 2^{ème} années
- e) Responsabilité pédagogique des langues
- Coordonner le recrutement des vacataires de langues
 - Organiser les réunions de coordination pédagogique des langues (au moins 2 par an)
 - Etre le référent pédagogique des étudiants pour les enseignements de langues
- f) Responsabilité pédagogique du PECED
- Assurer l'interface avec les référents PECED des lycées partenaires
 - Etablir le programme pédagogique du PECED : thématiques, intervenants et sujets des concours blancs
 - Représenter le PECED auprès des partenaires institutionnels (MESR, Rectorat, autres IEP)
- g) responsabilité de mission pédagogique validée par le CA
- selon lettre de mission adressée par le directeur

CONTENU DU REFERENTIEL

I. INNOVATION PEDAGOGIQUE

| Description des activités | HETD | Plafond ou règle de prise en compte (prime et/ou décharge) |
|-----------------------------|--|---|
| Projet pédagogique innovant | Nombre d'heures déterminé en fonction de la nature du projet, du nombre d'étudiants concernés, etc..., validé en CAR sur proposition du directeur. | 24 HETD maximum |

II. ENSEIGNEMENT A DISTANCE

| Description des activités | HETD | Plafond ou règle de prise en compte (prime et/ou décharge) |
|--|---|---|
| <i>Production de supports de formation à distance :</i> | | |
| Epreuve de concours blanc +corrigé | 3 | |
| Cours (25-50 pages) | 6 | |
| Outils pédagogiques « majeurs » (fiche de synthèse, fiche d'actualité, dossier, quizz, QCM...) | 4 | |
| Outils pédagogiques « mineurs » (QRC, plan détaillé, biblio, mémento/lexique...) | 2 | |
| <i>Actualisation de supports de formation à distance :</i> | | |
| Réactualisation « Approfondie » | Même volume que pour la production du document initial | |
| Réactualisation « Basique » | Moitié du volume accordé pour la production du document initial | |
| Correction de copies | 0.33 /copie corrigée et notée | |
| Animation forum en ligne | 0.25 par « post » | Max 10 post par formation et un post par quinzaine |
| Tutorat (hotline) | 0.3 par apprenant inscrit à la formation | Si plusieurs formateurs, le nombre d'étudiants est divisé par le nombre de formateurs |

| | | |
|-------------------------|--|--|
| Suivi d'activité (quiz) | 0.5 par apprenant actif sur l'exercice | |
|-------------------------|--|--|

III. ACTIVITES D'ENCADREMENT D'ETUDIANTS

| Description des activités | HETD | Plafond ou règle de prise en compte (prime et/ou décharge) |
|---|---|---|
| Encadrement des stages longs – mémoires de stages | 3 HETD par étudiant | Nbre max d'étudiants encadrés/suivis : 16 |
| Encadrement des stages courts | 1 HETD par étudiant | |
| Encadrement des mémoires de recherche 5A | 3HETD par étudiant | |
| Encadrement des projets tuteurés | 1.5 HETD par étudiant | Nbre max d'étudiants encadrés/suivis : 10 |
| Encadrement d'étudiant entrepreneur | 3 HETD par étudiant | Nbre max d'étudiants encadrés/suivis : 3 |
| VAE : accompagnement individualisé et participation au jury | 7 HETD /accompagnement 1HETD/jury (rapporteur) | |
| Encadrement visites pédagogiques – voyages d'études | 1 HETD par demi-journée | |
| Préparation aux épreuves orales des concours (oraux blancs) | 1 HETD par heure de jury | |
| Participation aux oraux de recrutement dans le diplôme IEP | 1 HETD par heure de jury | |
| CF concernant des amphis de plus de 150 étudiants | Au-delà de 150 copies : Epreuve de durée inférieure ou égale à 1 h00 : 1 HETD pour 40 copies / Epreuve de durée entre 1 et 2h00 : 1 HETD pour 30 copies / Epreuve de plus de 2h00 1HETD pour 20 copies | |
| Prise en charge d'enseignements sur les deux campus | A partir de 6 déplacements au cours du semestre : 5HETD A partir de 12 déplacements au cours du semestre : 10 HETD | |

| | | |
|--|--|--|
| | 2 déplacements par semaine au cours du semestre : 15HETD | |
|--|--|--|

IV. RESPONSABILITE STRUCTURES OU MISSIONS PEDAGOGIQUES

| Description des activités | HETD | Plafond ou règle de prise en compte (HC et/ou service statutaire) |
|---|--------------------|---|
| Responsabilité de Diplôme d'établissement | 20 HETD | |
| Co- responsabilité de Diplôme d'établissement | 10 HETD | |
| Responsabilité Spécialité 5ème année/ Master (hors CAPU) | 30 HETD | |
| Co-responsabilité de Spécialité de 5 ^{ème} année ou d'une 2 ^{ème} année de master | 15 HETD | |
| Responsabilité d'aire culturelle | entre 6 et 24 HETD | |
| Responsabilité Sport | 75 HETD | |
| Responsabilité des enseignements de langues | 24 HETD | |
| Responsabilité pédagogique du PECED | 20 HETD | |
| Charge de mission pédagogique arrêtée en CA | 12 à 24 HETD | |



Règlements des Études et des Examens 2018-2019

Vu le code de l'éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université,

Vu la délibération n°8-20180618 du conseil d'administration du 18 juin 2018 relative au règlement des études et des examens,

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré a approuvé les ajouts apportés au règlement des études et des examens pour l'année universitaire 2018-2019.

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 20

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER

Note explicative à l'attention des administratrices et administrateurs

Objet : Modifications du règlement des études et des examens

Rédaction : Affaires juridiques – v.201800906

Le règlement des études et des examens fait l'objet de modification à chaque nouvelle année universitaire. À la suite du vote du CA du 18 juin 2018, des ajustements sont soumis à l'approbation du CA.

- Chap. 1 / Titre I / art. 5 Assiduité : précision des modalités de régularisation des absences pour les enseignements de courte durée.
- Chap. 1 / Titre II / art. 10 Modalités pédagogiques de 1^e année : CDM projet professionnel (augmentation du nombre d'heures et modification des modalités d'évaluation).
- Chap. 1 / Titre III / art. 14 Modalités pédagogiques de la 2^e année : modification de l'intitulé de cours (*Théorie des organisations* devient *Économie internationale*) et ajout de la CDM projet professionnel
- Chap. 1 / Titre IV / art. 21 Modalités pédagogiques de la 3^e année : Précisions sur le contenu et les modalités de l'évaluation (emplois salariés, projet entrepreneurial)
- Chap. 1 / Titre V / art. 23 Modalités pédagogiques de la 4^e année :
 - Secteur AP / Tronc commun : modification de l'intitulé de cours (*Politiques publiques comparées* devient *Sociologie électorale comparée*)
 - Secteurs AP / AI, parcours Enjeux de la globalisation : modification de l'intitulé de cours (*Développement et organisations internationales au XXe siècle* devient *Violence politique*)
 - Secteur AP, parcours Affaires juridiques : modification de l'intitulé de cours (*La protection européenne des droits fondamentaux* devient *Droit des collectivités territoriales et démocratie locale ; Droit public économique et pratique de l'interventionnisme économique (Europe, État et Collectivités)* devient *Droit public économique*)
 - Secteur ACT, parcours Conduite de projets et développement durable des territoires : modification des intitulés de cours (*Communication institutionnelle* devient CDM, *CDM Méthodes d'analyse urbaine quantitative* devient *CF Droit du gouvernement et politiques urbaines*).

- Chap. 1 / titre V / art. 24 : le dépôt numérique du mémoire intervient avant la soutenance et non dans un délai de 15 jours après la soutenance.
- Chap. 2 / Titre II / art. 6 : ajustement du volume horaire de la spécialité professionnelle SECI (diminution du volume horaire global, augmentation pour l'UE Projets tutorés), ajustement du volume horaire de la spécialité professionnelle A2EI (diminution du volume horaire global, augmentation pour l'UE Environnement politique, juridique et économiques) ajustement du volume horaire de la spécialité professionnelle JOUR (augmentation pour l'UE Comprendre les enjeux du journalisme).
- Chap. 3 / Titre II / DEMAC : modification de l'intitulé de cours : *Crises et conflits dans le monde arabe contemporain : origines et conséquences* devient *Approche sociopolitique des conflits dans le monde musulman*.
- Chap. 3 / Titre III / DEMEOC : ajout d'un CO sur l'Indonésie

- Chap. 3 / Titre V / DEEE : modification de l'intitulé de cours (*La politique commerciale : une perspective européenne et comparative* devient *Économie de l'UE*) et ajout d'un CO (*Simulation au Parlement européen*).
 - Chap. 3 / Titre VII / DEASC : ajout d'un CO *La lutte contre le narcoterrorisme dans les pays G5 Sahel*.
 - Chap. 3 / Titre VIII / DERUSCO : ajout de 2 CO (*Introduction to the contemporary Caucasus, « Mon grand et bon ami » : la Russie et les États-Unis au XXI^e siècle*)
 - Chap. 4 / Titre IV / art. 10 Double diplôme IUL : modification des intitulés de cours (*Sous les pavés, l'histoire* devient *La guerre froide au prisme de la consommation de masse* et *Politiques publiques comparées* devient *Sociologie électorale comparée*)
 - Chap. 7 : ajout – Modalités relatives à la Prép'A+ (suite au vote du CA du 18 juin 2018)
 - Chap. 9 : corrections et ajustements orthographiques
-
- Annexe 1 : Sport – modification du nom du responsable des Sports à l'IEP
 - Annexe 5 : dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle - mise à jour en fonction des modifications apportées au REE sur l'expérience professionnelle de 1^{er} cycle.
 - Annexe 6 : Statut d'étudiants entrepreneurs – possibilité de substituer son projet entrepreneurial à son stage.



CA du 21 septembre 2018

Délibération n° 8-20180921

**Modalités d'organisation du test d'entrée en 2^{ème} année à Sciences Po Lyon
« Concours de sciences sociales » pour la session 2019**

Vu le code de l'Education,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université,

Vu la délibération n°13-20170616 du Conseil d'Administration de l'IEP du 16 juin 2016 relative au concours d'entrée en 2^e année,

Vu le règlement du test d'entrée en 2^e année à Sciences Po Lyon adopté le 22 septembre 2017,

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré a approuvé les modalités d'organisation du test d'entrée en 2^{ème} année à Sciences Po Lyon, dit « Concours de sciences sociales », pour la session 2019, telles que définies dans le document joint en annexe.

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 20

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



Modalités d'organisation du test d'entrée en 2^{ème} année, dit « concours de sciences sociales », pour la session 2019.

Nombre de places à pourvoir :

Le nombre maximum de candidats pouvant être admis est fixé à 50

Dates d'inscription :

Les inscriptions seront ouvertes du mardi 9 janvier 2019 au lundi 11 février 2019 inclus.

Date du test d'entrée :

Les épreuves se dérouleront le samedi 9 mars 2019.

Tarifs :

Le tarif d'inscription est fixé à 40 euros pour les étudiants boursiers sur critères sociaux (justificatif à fournir) et 90 euros pour les étudiants non boursiers.



Charge de mission pédagogique 2018-2019

Vu le code de l'Éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université,

Vu le référentiel des activités d'encadrement et d'appui des enseignants-chercheurs adoptés par le Conseil d'Administration Restreint dans sa séance du 3 juillet 2018,

Exposé des motifs

Dans le cadre de l'installation du campus de Sciences Po Lyon à Saint-Etienne, le directeur propose de :

- confier à un enseignant-chercheur une mission de développement de ce campus, avec une attention particulière portée au deuxième cycle.
- d'accorder à l'enseignant-chercheur chargé de mission qui sera désigné par le directeur 24 HETD au titre du référentiel des activités d'encadrement et d'appui des enseignants-chercheurs.

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré a approuvé la mission de développement du campus de Saint-Etienne, avec une attention particulière portée au deuxième cycle et l'attribution liée de 24 HETD au titre du référentiel des activités d'encadrement et d'appui des enseignants-chercheurs.

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 20

Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 2

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



CA du 21 septembre 2018

Délibération n° 10-20180921

Charge de mission pédagogique pour l'année universitaire 2018-2019

Vu le code de l'Éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université,

Vu le référentiel des activités d'encadrement et d'appui des enseignants-chercheurs adoptés par le Conseil d'Administration Restreint dans sa séance du 3 juillet 2018

Exposé des motifs

Dans la continuité de la mission confiée en mars 2018 pour la mise en place du 1^{er} cycle sur le campus de Saint Etienne, le directeur propose :

- de créer la charge de mission pédagogique concernant le suivi de la Convention d'application relative aux coopérations entre la faculté de droit (UJM) et l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon adoptée lors du Conseil d'Administration du 18 juin 2018.
- d'accorder à l'enseignant-chercheur chargé de mission qui sera désigné par le directeur 12 HETD au titre du référentiel des activités d'encadrement et d'appui des enseignants-chercheurs.

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré a approuvé la mission pédagogique relative au suivi du partenariat entre Sciences po Lyon et la faculté de droit (UJM) et l'attribution liée de 12 HETD au titre du référentiel des activités d'encadrement et d'appui des enseignants-chercheurs.

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 20

Pour : 20

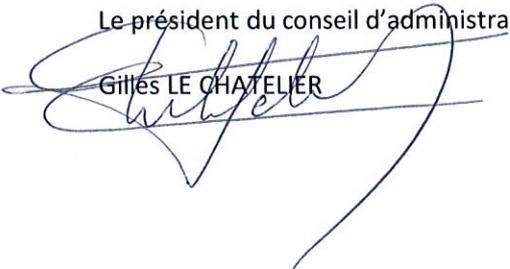
Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration

GILLES LE CHATELIER





Charge de mission pédagogique pour l'année universitaire 2018-2019

Vu le code de l'Éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université,

Vu le référentiel des activités d'encadrement et d'appui des enseignants-chercheurs adoptés par le Conseil d'Administration Restreint dans sa séance du 3 juillet 2018

Exposé des motifs

Dans la continuité de la mission confiée en mars 2018 pour la mise en place du 1^{er} cycle sur le campus de Saint Etienne, le directeur propose :

- de renouveler la charge de mission pédagogique concernant le suivi de la Convention d'application relative aux coopérations entre l'IAE (UJM) et l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon adoptée lors du Conseil d'Administration du 16 juin 2017.
- d'accorder à l'enseignant-chercheur chargé de mission qui sera désigné par le directeur 12 HETD au titre du référentiel des activités d'encadrement et d'appui des enseignants-chercheurs.

Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 21 septembre 2018,

Après avoir délibéré a approuvé la mission pédagogique relative au suivi du partenariat entre Sciences po Lyon et l'IAE (UJM) et l'attribution liée de 12 HETD au titre du référentiel des activités d'encadrement et d'appui des enseignants-chercheurs.

Résultats des votes :

Membres présents ou représentés : 20

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Lyon, le 24 septembre 2018

Le président du conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER